LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE
Secretariat des commissions

ASSEMBLÉE NATIONALE

Secrétariat des commissions

RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX ET LES DÉPENSES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

Mai 1988

Hôtel du Parlement
Bureau RC. 17
Québec (Québec)
G1A 1A3
(418) 643-2722
Télex 051-2216
Bélinographe

ISBN 2-550-18754-7

DÉPÔT LÉGAL, 2e TRIMESTRE 1988
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES TABLEAUX IV

LISTE DES FIGURES VII

LISTE DES ABRÉVIATIONS X

PRÉSENTATION 1

Survol général 1
Remarques méthodologiques 2

CHAPITRE PREMIER - DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS..... 5

Nombre et heures de séances 5
Séances en session et hors session 8
Séances publiques, séances de travail et séances à huis-clos 11
Présence et remplacement des membres de commission 14

CHAPITRE DEUX - LES MANDATS DES COMMISSIONS 17

Origine des mandats 18
Nombre et heures des séances selon l'origine des mandats ... 19
Moment de l'exécution des mandats 22
Types de séances selon l'origine des mandats 26

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

CHAPITRE TROIS - LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS 29

Compilation générale 29

Séances et heures pour chaque activité 30
Activités en période de session et hors session 37
Types de séances selon les activités 38

Compilation par activité 39

Législation - Étude des projets de loi 39
Étude des crédits budgétaires 51
Interpellation 54
Autres mandats confiés par l'Assemblée..... 56
Législation déléguée 60
Surveillance des organismes publics 60
Vérification des engagements financiers 64
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi . 67
Études entreprises à l'initiative des commissions 70
Organisation générale 73

CHAPITRE QUATRE - LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE 77

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

CHAPITRE CINQ - LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET LES AUTRES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS 79

Comité directeur 79
Sous-commission 80
Présidence des séances 81
Ressources professionnelles autres que le personnel régulier 82
Déplacements des commissions 82
Personnel de soutien 83
Consultations générales et particulières 84

CHAPITRE SIX - ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988..... 89

Le budget 1987-1988 89
Les dépenses effectuées 89

ANNEXE I Dénomination et compétence des commissions 97
ANNEXE II Fiches des activités des commissions pour l'année financière 1987-1988 101

Commission de l'aménagement et des équipements..... 103
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation..... 115
Commission des affaires sociales 119
Commission du budget et de l'administration 123
Commission de la culture 131
Commission de l'éducation 137
Commission de l'économie et du travail 141
Commission des institutions 147
Commission de l'Assemblée nationale 157

LISTE DES TABLEAUX

		Page
TABLEAU 1 -	Séances et heures, par commission	5
TABLEAU 2 -	Séances et heures en session et hors session, par commission	9
TABLEAU 3 -	Séances publiques et séances de travail en nombre et en heures, par commission	11
TABLEAU 4 -	Présence et remplacement des membres	15
TABLEAU 4.1 -	Taux de présence et de remplacement, par type d'activité	15
TABLEAU 5 -	Origine des mandats, par commission	18
TABLEAU 6 -	Séances selon les mandats, par commission	19
TABLEAU 7 -	Heures de séances selon les mandats, par commission	20
TABLEAU 8 -	Séances en session et hors session selon les mandats, par commission	24
TABLEAU 9 -	Heures de séances en session et hors session selon les mandats, par commission	25
TABLEAU 10 -	Séances publiques et séances de travail selon les mandats, par commission	26
TABLEAU 11 -	Heures de séances publiques et de séances de travail selon les mandats, par commission	27
TABLEAU 12 -	Séances par activité	30
TABLEAU 13 -	Heures de séances par activité	31
TABLEAU 14 -	Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission	34
TABLEAU 15 -	Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission	35
TABLEAU 16 -	Séances en session et hors session, en nombre et en heures, par activité	37

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

TABLEAU 17 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par activité 38

TABLEAU 18 - Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée 40

TABLEAU 19 - Étude détaillée des projets de loi, par commission 40

TABLEAU 20 - Traitement des projets de loi en commission 43

TABLEAU 21 - Séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission 44

TABLEAU 22 - Heures de séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission 45

TABLEAU 23 - Séances consacrées à l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, en nombre et en heures, par commission 46

TABLEAU 24 - Séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, en nombre et en heures, par commission ... 51

TABLEAU 25 - Séances consacrées aux interpellations, en nombre et en heures, par commission 54

TABLEAU 26 - Séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, en nombre et en heures, par commission 58

TABLEAU 27 - Séances consacrées à la surveillance des organismes publics, en nombre et en heures, par commission 60

TABLEAU 28 - Séances consacrées à la vérification des engagements financiers, en nombre et en heures, par commission 64

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

TABLEAU 29 - Séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, en nombre et en heures, par commission 67

TABLEAU 30 - Séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commissions, en nombre et en heures 70

TABLEAU 31 - Séances consacrées à l'organisation générale, en nombre et en heures, par commission 73

TABLEAU 32 - Séances et heures de séances de la Commission de l'Assemblée nationale, par activité 78

TABLEAU 33 - Comités directeurs 79

TABLEAU 34 - Présidence des séances 81

TABLEAU 35 - Nombre de consultations, de témoins entendus et de mémoires déposés, par commission 84

TABLEAU 36 - Consultations particulières et générales, en nombre de séances et d'heures, par commission 85

TABLEAU 37 - Heures de séances de consultation, selon le type d'activité, par commission 87

TABLEAU 38 - Répartition des dépenses des commissions, entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988, par catégorie de dépenses et par commission 95

LISTE DES FIGURES

Page

FIGURE 1 - Répartition des heures de séances, par commission.... 7

FIGURE 2 - Répartition des heures de séances, par mois (1987-1988) 7

FIGURE 3 - Répartition des heures de séances, en session et hors session 10

FIGURE 4 - Répartition des heures de séances, en séances publiques et en séances de travail 13

FIGURE 5 - Répartition des heures de séances, selon l'origine des mandats 21

FIGURE 6 - Répartition des heures de séances, selon l'origine des mandats, par mois (1987-1988) 23

FIGURE 7 - Répartition des heures de séances, par activité 32

FIGURE 8 - Répartition des projets de loi publics, par commission 41

FIGURE 9 - Répartition des projets de loi d'intérêt privé, par commission 42

FIGURE 10 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission ... 47

FIGURE 11 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par mois (1987-1988) 48

FIGURE 12 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission 49

FIGURE 13 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par mois (1987-1988) 50

LISTE DES FIGURES (suite)

Page

FIGURE 14 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission ... 52

FIGURE 15 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par mois (1987-1988) 53

FIGURE 16 - Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par commission 55

FIGURE 17 - Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par mois (1987-1988) 55

FIGURE 18 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission 59

FIGURE 19 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats de l'Assemblée, par mois (1987-1988) 59

FIGURE 20 - Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission 62

FIGURE 21 - Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par mois (1987-1988) 63

FIGURE 22 - Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission 65

FIGURE 23 - Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par mois (1987-1988) 66

FIGURE 24 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission 68

LISTE DES FIGURES (suite)

Page

FIGURE 25 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par mois (1987-1988) 69

FIGURE 26 - Répartition des heures de séances consacrées aux études entreprises à l'initiative des commissions, par commission 71

FIGURE 27 - Répartition des heures de séances consacrées aux études entreprises à l'initiative des commissions, par mois (1987-1988) 72

FIGURE 28 - Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par commission 74

FIGURE 29 - Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par mois (1987-1988) 75

FIGURE 30 - Répartition des heures de séances de consultation, par commission (1987-1988)..... 86

FIGURE 31 - Répartition des heures de séances de consultation, par mois (1987-1988) 86

FIGURE 32 - Répartition des heures de séances de consultation, par activité 88

FIGURE 33 - Répartition des dépenses, par catégorie 90

FIGURE 34 - Répartition des dépenses, par activité (1987-1988) . 92

FIGURE 35 - Répartition des dépenses, par commission 93

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAE	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS	Commission des affaires sociales
CBA	Commission du budget et de l'administration
CC	Commission de la culture
CE	Commission de l'éducation
CET	Commission de l'économie et du travail
CI	Commission des institutions
PLP	Projet de loi public
PLIP	Projet de loi d'intérêt privé
SP	Séance publique
ST	Séance de travail

PRÉSENTATION

La réforme parlementaire de 1984 a incité le Secrétariat des commissions à publier un compte rendu annuel qui tient compte du fonctionnement nouveau et plus autonome des commissions.

Pour la quatrième année consécutive, ce rapport statistique a pour objet de dresser un tableau global des activités des commissions afin, d'une part, de mieux faire connaître le travail effectué par les députés qui sont membres des huit commissions parlementaires permanentes et, d'autre part, de fournir aux divers intervenants des données utiles à la planification et à l'organisation des travaux des commissions parlementaires.

Ce rapport s'inscrit dans la même perspective que les précédents, autant par son contenu que par sa forme. Il contient néanmoins quelques données supplémentaires, notamment à l'égard des consultations publiques, et quelques modifications aux représentations graphiques qui n'affectent aucunement la comparaison avec les années antérieures.

Survol général

Comme nous le verrons tout au long de ce rapport, la durée des travaux des commissions s'est accrue de 9,8% en 1987-1988 et cette augmentation est largement attribuable aux nombreuses consultations publiques qu'ont tenues les commissions sur diverses questions, principalement à la suite de mandats de l'Assemblée. Par ailleurs, les commissions ont consacré moins de temps cette année à l'étude des projets de loi publics, sans pour autant accroître significativement la part des mandats entrepris de leur propre initiative.

Le premier chapitre traite des données générales sur les séances des commissions en termes de nombre de séances, leur durée, le type de séance et la participation des députés. Le second chapitre examine les travaux des commissions sous l'angle de l'origine des mandats qu'elles ont reçus, que ce soit en vertu d'un ordre de l'Assemblée, d'une disposition du Règlement de l'Assemblée ou d'une loi, ou de leur propre initiative. Le troisième chapitre analyse plus en profondeur chacune des activités, en mettant l'accent sur celles qui ont davantage occupé les commissions. Un chapitre distinct est par la suite consacré aux activités de la Commission de l'Assemblée nationale et de la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire, en raison de la nature particulière des mandats qui leur sont confiés et des caractéristiques de leur fonctionnement. Les deux derniers chapitres traitent du fonctionnement des commissions et des ressources mises à leur disposition.

Remarques méthodologiques

Nous avons abordé l'analyse des données relatives aux activités des commissions en cherchant à répondre aux questions suivantes: 1) Quel a été le niveau d'activité des commissions cette année et comment se distingue-t-il des années antérieures? 2) Comment la charge de travail a-t-elle été répartie entre les commissions et dans le temps? Dans quelle mesure cette répartition est-elle équilibrée entre les commissions et stable d'une année à l'autre?

Ce sont ces préoccupations qui nous ont amenés à modifier cette année les représentations graphiques: nous avons d'abord éliminé les graphiques illustrant la répartition du nombre des séances entre les commissions pour ne retenir que le nombre d'heures de séance, ce qui constitue une mesure plus appropriée de la charge de travail des commissions; ensuite, tous les histogrammes ont été établis en nombre d'heures réelles et non plus en

pourcentages, ce qui permet non seulement d'apprécier la répartition de la charge de travail entre les commissions pour une année, mais favorise la comparaison entre elles et dans le temps.

Les représentations graphiques contenues dans ce rapport font état des trois dernières années, soit le niveau de comparaison que nous avons établi dans le dernier rapport. Nous avons de plus introduit des graphiques présentant la répartition des travaux des commissions sur les douze mois de l'année; nous ne disposons pas toutefois des données pour les années antérieures.

Afin d'apprécier précisément l'équilibre ou le déséquilibre de la répartition de la charge de travail entre les commissions, nous avons retenu cette année la mesure de l'écart-type de la distribution des heures de séances. L'écart-type sert à déterminer dans quelle mesure le résultat obtenu pour chacune des commissions s'écarte de la moyenne des résultats obtenus par l'ensemble des commissions. En présence d'une distribution parfaitement égale de la charge de travail des commissions, l'écart-type est de 0. Plus la charge de travail est inégalement répartie entre les commissions, plus l'écart-type est élevé. Afin de permettre la comparaison entre les activités et ce, d'une année à l'autre, nous avons calculé l'écart-type à partir des proportions plutôt qu'à partir des valeurs absolues. Cette mesure sera particulièrement utile afin de comparer la répartition de chaque activité et l'évolution des écarts dans le temps, ce qui nous permettra d'apprécier les modifications dans la répartition de la charge de travail des commissions, à la fois en termes d'équilibre et de stabilité.

Comme ce rapport est basé avant tout sur des données statistiques, nous n'avons retenu, pour appuyer le texte, que les éléments quantifiables. Toutes les données apparaissant dans les différents tableaux ont été puisées dans les procès-verbaux de séances des commissions tenues entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988. Par conséquent, cet ouvrage ne fait état que

d'une partie du travail de l'ensemble des commissions puisqu'il nous est impossible de tenir compte, à partir de statistiques uniquement, des heures consacrées à la préparation et au suivi des séances des commissions ainsi que des réunions des comités directeurs, ou des rencontres interparlementaires, par exemple.

Il est à noter que dans tous les tableaux, les fractions d'heure indiquent une fraction décimale et non des minutes.

En terminant, nous désirons remercier le Service de l'informatique de l'Assemblée nationale pour sa précieuse collaboration dans la conception et la production des figures qui apparaissent dans le présent rapport statistique.

CHAPITRE PREMIER
DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS

Les séances publiques et les séances de travail sont les principaux outils dont disposent les commissions parlementaires pour exécuter les mandats qu'elles se sont donnés ou qui leur ont été confiés. Dans ce rapport, une séance correspond à la période de temps accordée à l'étude d'une affaire, au cours d'une même journée.

Nombre et heures de séances

Au cours de la dernière année, les commissions ont tenu 446 séances de toute nature, totalisant 1452,74 heures, soit une augmentation de 4,9% en nombre de séances et de 9,8% en heures, en comparaison avec l'année dernière.

La durée moyenne des séances a également continué d'augmenter cette année pour se situer à 3 heures 7 minutes, soit une hausse de 4,7% par rapport à l'année 1986-1987.

TABLEAU 1 - Séances et heures, par commission

Commissions	Séances		Heures	
		%		%
CAE	109	24,4	313,18	21,5
CAPA	28	6,2	66,42	4,5
CAS	60	13,5	274,55	18,9
CBA	60	13,5	154,00	10,6
CC	33	7,4	103,82	7,2
CE	22	4,9	72,70	5,0
CET	53	11,9	242,23	16,7
CI	81	18,2	225,84	15,6
TOTAL	446	100,0	1452,74	100,0

Le tableau 1 indique que la répartition des heures de séances est inégale entre les commissions, puisque quelques-unes d'entre elles ont un nombre d'heures qui s'écarte largement de la moyenne. En effet, le nombre d'heures total de la commission qui a le plus siégé, la CAE, est de 4,7 fois plus élevé que celui de la commission qui a le moins siégé, la CAPA. Cet écart n'était que de 2,6 en 1986-1987 mais s'élevait à 6,7 il y a deux ans. Par ailleurs, la mesure de l'écart-type nous indique que, par rapport à un résultat idéal de 0, l'écart-type est de 6,1 cette année, contre 4,3 et 7,3 pour les deux années précédentes.

Ce déséquilibre dans la répartition de la charge de travail des huit commissions est observé depuis plusieurs années et s'explique en grande partie, d'une part, par des facteurs conjoncturels qui font en sorte que certaines commissions se voient confier ou se donnent elles-mêmes des mandats plus ou moins larges, et, d'autre part, par des facteurs structurels, tel que l'étendue du champ de compétence de certaines commissions duquel découle chaque année un volume de travail plus ou moins élevé, selon le cas.

Ainsi, cette année encore, les deux commissions dont le champ de compétence comprend le plus grand nombre de ministères et d'organismes publics, la CAE et la CET, comptent parmi les commissions qui ont siégé le plus longtemps; toutefois, la CET a cédé le deuxième rang à la CAS qui a connu une forte hausse de ses activités. En fait, ce sont la CAS (+ 122%), la CAE (+ 22,6%) et la CI (+ 22%) qui sont les principales responsables de l'augmentation des activités de cette année, puisque les autres commissions ont en général maintenu ou diminué leur niveau d'activité, comme l'illustre la figure 1.

On peut attibuer cet accroissement total des heures de séances à la tenue, à nouveau cette année, de nombreuses consultations publiques dont le nombre total d'heures est sans précédent, comme nous le verrons plus loin à la page 84.

FIGURE 1 Répartition des heures de séances, par commission

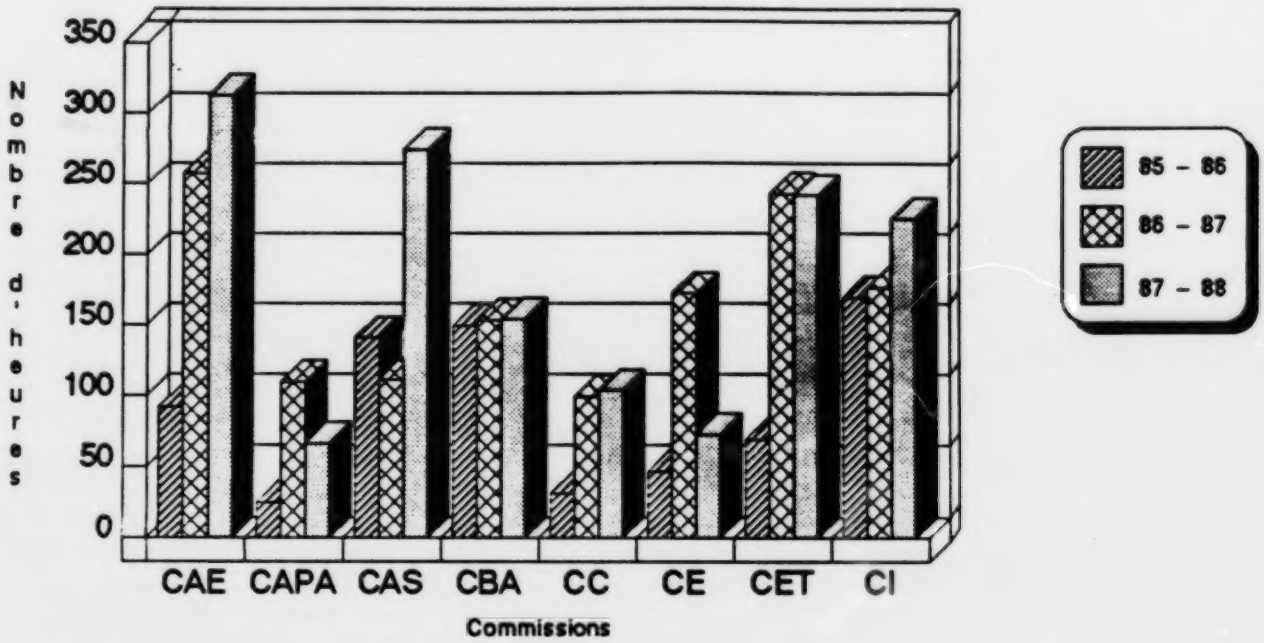
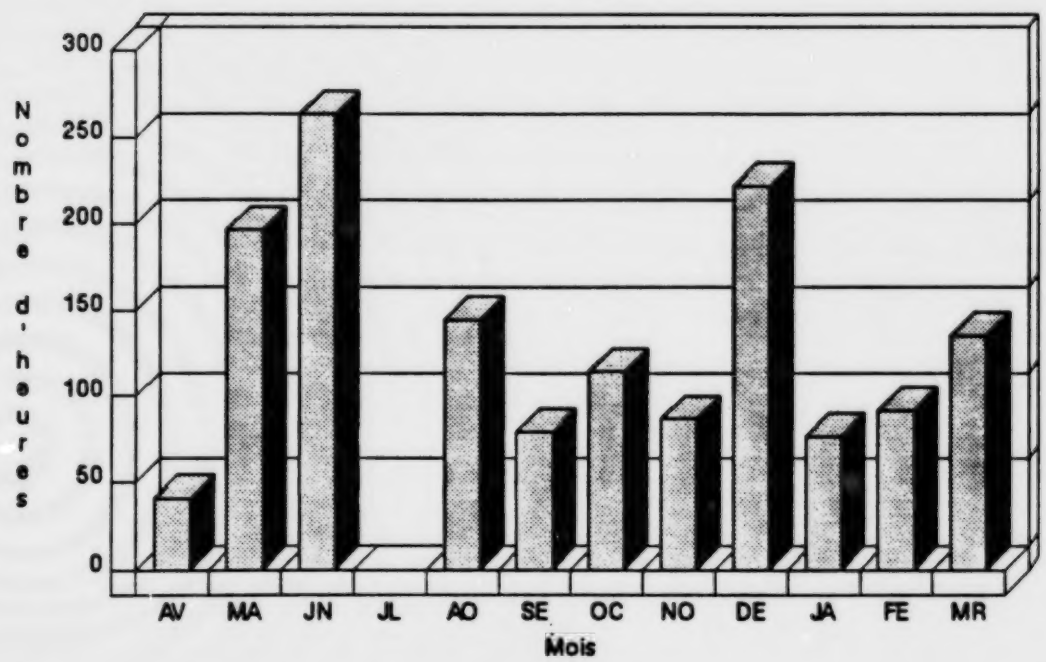


FIGURE 2 Répartition des heures de séances, par mois (1987 – 1988)



À cet égard, la CAS a procédé à deux consultations générales totalisant plus de 65% de ses activités: l'une concernait le document intitulé Pour une politique de sécurité du revenu (40%), tandis que l'autre avait pour objet le rapport Harnois sur la santé mentale (25%). Quant à la CET et la CI, elles ont tenu chacune une consultation dont la durée a représenté plus de 24% de leurs activités: la première a porté sur la position québécoise concernant les négociations sur la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis, la seconde sur l'entente du Lac Meech.

Quant à la répartition de ces activités dans le temps, la figure 2 illustre que les activités des commissions se sont réparties sur onze mois de l'année et qu'il y a relâche en juillet. On observe que cette répartition est inégale sur l'année et que les deux mois de la session intensive, juin et décembre, accaparent 33,4% de la durée des séances.

Séances en session et hors session

Dans ce document, nous distinguons une séance pendant la session d'une séance hors session; la première est tenue lorsque l'Assemblée siège et la deuxième, pendant les vacances sessionnelles ou durant l'intersession.

Le tableau 2 montre que les commissions continuent de siéger principalement en période de session, puisque 79% des séances et 66,9% des heures ont lieu durant cette période. La figure 3 illustre cependant que la part de travail effectué hors session ne cesse de s'accroître depuis 1985-1986, au détriment de la période de session. Ainsi, la durée totale des séances effectuées en session a diminué de 5%, alors que celle des séances tenues hors session s'est accrue de 28,2% par rapport à l'an dernier.

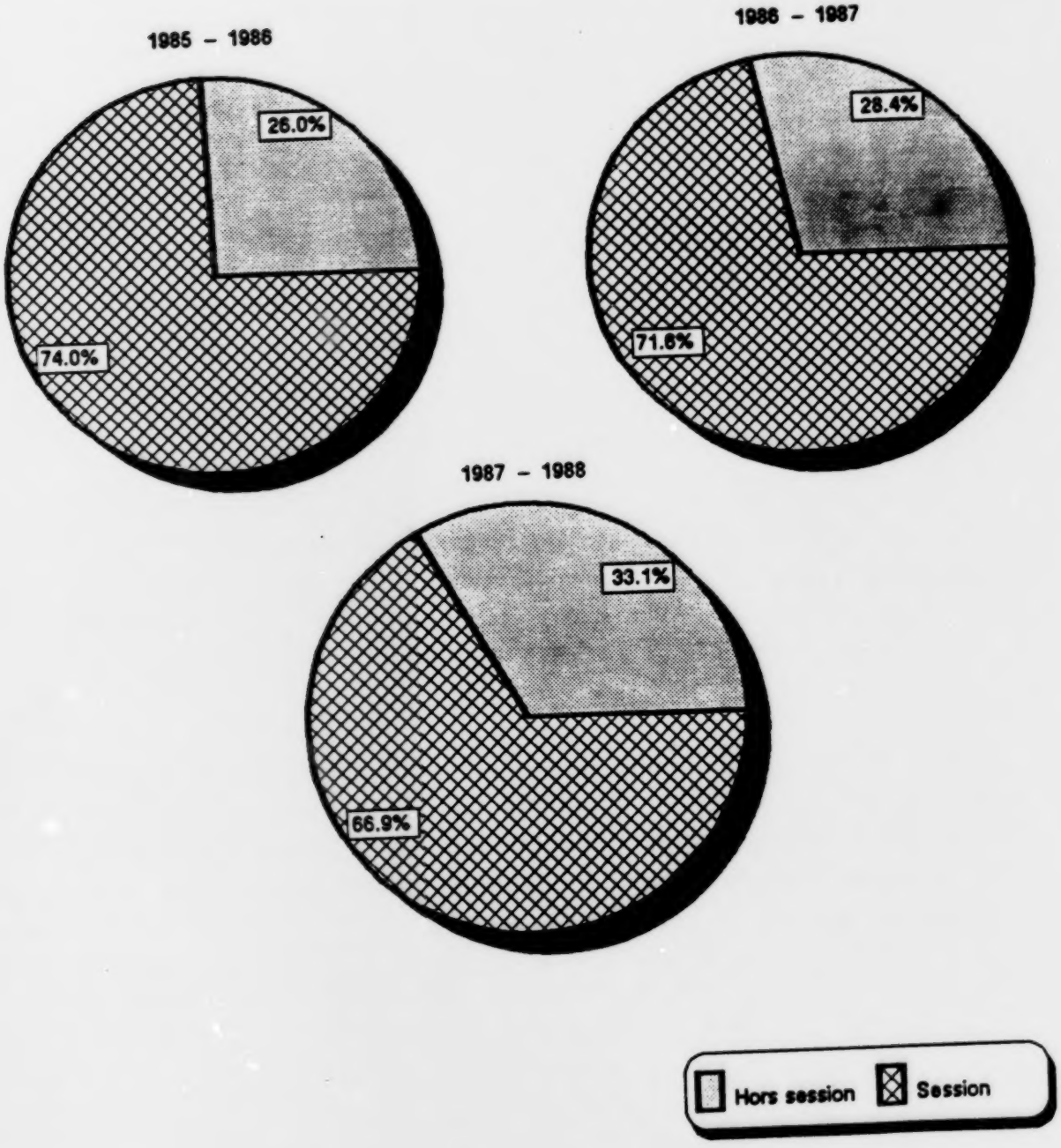
TABLEAU 2 - Séances et heures en session et hors session, par commission

	Séances		Heures	
Commissions	Session	Hors session	Session	Hors session
CAE	93	16	223,07	90,11
CAPA	20	8	46,59	19,83
CAS	44	16	161,31	113,24
CBA	45	15	103,93	50,07
CC	22	11	51,01	52,81
CE	17	5	45,73	26,97
CET	38	15	148,86	93,37
CI	74	7	190,99	34,85
TOTAL	353	93	971,49	481,25

On constate à nouveau cette année une tendance à la croissance de la durée moyenne des séances hors session qui s'établit à 5 heures 10 minutes, une hausse de près de 30%. Par contre, la durée moyenne des séances en session est demeurée à peu près la même à 2 heures 45 minutes (- 4%).

La répartition des séances hors session est très inégale entre les commissions, d'une année à l'autre. Certaines commissions ont siégé plus longtemps que la moyenne durant les vacances sessionnelles, telles la CC (50,8% de ses activités) et la CAS (41,2%), d'autres moins comme la CI (15,4%).

FIGURE 3 Répartition des heures de séances, en session et hors session



Séances publiques, séances de travail et séances à huis clos

Le Règlement prévoit trois types de séances de commission: la séance publique dont les délibérations sont consignées au **Journal des débats** et qui est tenue en présence du public; la séance de travail, utilisée surtout pour la planification et l'organisation des différents mandats d'une commission, dont les délibérations ne sont pas enregistrées et qui est tenue sans que le public soit admis; et enfin la séance à huis clos, un type de séance assez exceptionnel, caractérisé par l'absence du public et la confidentialité des délibérations.

TABLEAU 3 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par commission

	Séances publiques		Séances de travail		Séances à huis-clos	
Commissions	Séances	Heures	Séances	Heures	Séances	Heures
CAE	103	307,48	6	5,70	-	-
CAPA	27	66,22	1	0,20	-	-
CAS	57	272,07	3	2,48	-	-
CBA	52	143,10	8	10,90	-	-
CC	27	97,68	5	4,87	1	1,27
CE	21	71,87	1	0,83	-	-
CET	51	240,72	2	1,51	-	-
CI	70	212,13	11	13,71	-	-
TOTAL	408	1411,27	37	40,20	1	1,27

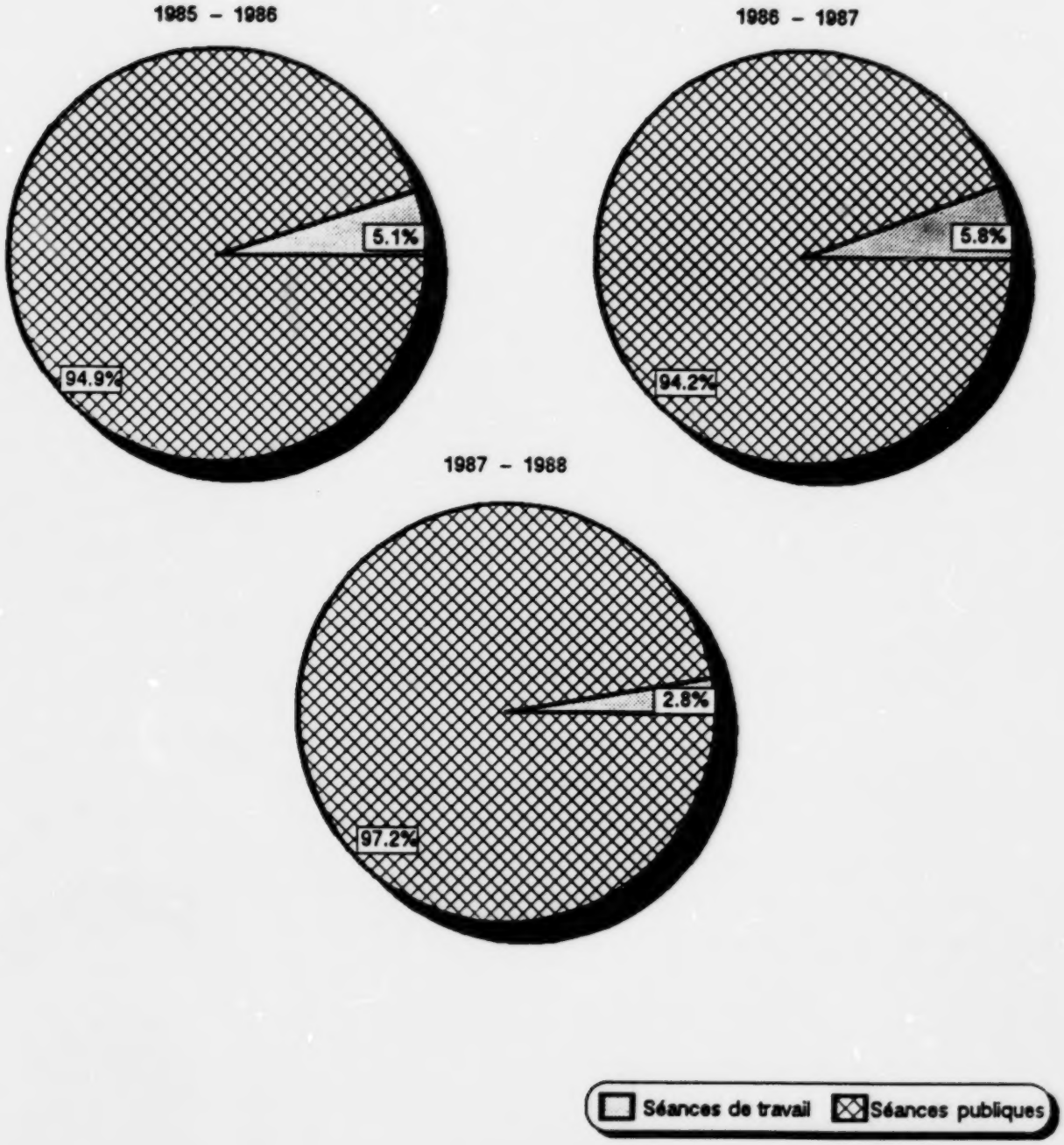
Le tableau 3 traduit l'importance encore accrue cette année des séances publiques comme mode privilégié de travail des commissions. La figure 4 illustre que la part des heures des séances publiques s'est accrue de 3%

cette année et totalise 97,2% de la durée totale des séances, contre 2,8% pour les séances de travail. Cette tendance se traduit par une augmentation de 13,2% du nombre d'heures total des séances publiques et par une baisse de 47,7% de la durée totale des séances de travail.

On constate également que la durée moyenne des séances de travail a encore diminué cette année à 1 heure 5 minutes (- 21,7%), alors que celle des séances publiques est relativement stable à 3 heures 27 minutes (+ 3%).

Il est à signaler que, pour la première fois depuis la réforme parlementaire de 1984, une commission a tenu une séance à huis clos. Il s'agit de la Commission de la culture qui s'est réunie afin de discuter du document confidentiel intitulé Le député et la Loi sur l'accès.

FIGURE 4 Répartition des heures de séances, en séances publiques et en séances de travail



Présences et remplacements des membres de commission

Le tableau 4 révèle que le nombre total de présences des députés aux 446 séances a été de 4 578, soit une moyenne de 10,3 membres par séance, un niveau de présence inférieur à 1986-1987 mais supérieur à celui observé en 1985-1986.

Le taux de présence des membres de commission est de 63,5%, réparti assez également entre les huit commissions. Il est intéressant de noter, à la lecture du tableau 4.1, que le taux de présence varie avec le type d'activité: d'une façon générale, la participation est plus élevée pour les mandats de l'Assemblée que pour les autres mandats. Elle s'accroît notamment lorsque la commission procède à des consultations publiques ("Autres mandats de l'Assemblée") ou étudie les crédits budgétaires. En revanche, les interpellations et l'étude des projets de loi d'intérêt privé connaissent le plus bas taux de participation.

Par ailleurs, le taux global de remplacement des membres est relativement stable à 10,1% cette année, contre 10,7% et 8,8% pour les deux années précédentes. On constate cependant qu'il varie grandement d'une commission à l'autre: certaines commissions, telles la CI, la CET et la CAS, connaissent un taux de remplacement supérieur à la moyenne depuis 1986-1987.

D'autre part, le tableau 4.1 indique que le taux de remplacement est plus élevé pour les mandats de l'Assemblée que pour les autres mandats; en fait, plus un mandat relève de l'initiative d'une commission, moins il y a de remplacements. De plus, les interpellations et la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" sont les deux activités qui connaissent les plus hauts taux de remplacement.

TABLEAU 4 - Présence et remplacement des membres

Commissions	Membres présents	%	Remplaçants	%
CAE	1196	61,4	113	9,4
CAPA	267	60,1	9	3,4
CAS	651	68,7	68	10,4
CBA	567	59,6	33	5,8
CC	293	69,3	30	10,2
CE	220	64,0	8	3,6
CET	644	68,1	85	13,2
CI	740	61,7	118	15,9
TOTAL	4578	63,5 %	464	10,1 %

TABLEAU 4.1 - Taux de présence et de remplacement, par type d'activité

Activités	Membres présents	%	Remplaçants	%
Projets de loi publics	1584	59,3	145	9,2
Projets de loi d'intérêt privé	373	53,5	27	7,2
Crédits budgétaires	443	74,3	38	8,6
Interpellations	96	48,7	34	35,4
Autres mandats de l'Assemblée	1118	77,2	172	15,4
Législation déléguée	-	-	-	-
Surveillance des organismes publics	151	61,4	-	-
Engagements financiers	477	59,9	34	7,1
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	182	61,3	9	4,9
Études (mandats d'initiative)	38	65,5	1	2,6
Organisation générale	116	58,9	4	3,5
TOTAL	4578	63,5 %	464	10,1

CHAPITRE DEUX
LES MANDATS DES COMMISSIONS

Nous regroupons les activités des commissions en trois catégories distinctes qui correspondent aux dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale.

Premièrement, les mandats de l'Assemblée dont l'avis de convocation est donné à l'Assemblée par le leader du gouvernement; ils touchent la législation, les études des crédits budgétaires, les interpellations et toute autre matière d'intérêt public que l'Assemblée défère aux commissions pour étude.

Deuxièmement, les mandats prévus par le Règlement de l'Assemblée nationale ou par une loi: dans le Règlement, on retrouve notamment les mandats de vérification des engagements financiers, d'examen des organismes publics et d'étude de la politique budgétaire; les mandats prévus par une loi comprennent entre autres les études du décret de la construction et des prévisions budgétaires du Directeur général des élections.

Troisièmement, on retrouve les mandats d'initiative, c'est-à-dire ceux que se donnent les commissions, ainsi que les séances portant sur la planification et l'organisation générale de leurs travaux.

Origine des mandats

Le tableau 5 indique que le nombre total des mandats des commissions s'est accru de 4,7% cette année, totalisant 210 mandats de toute origine. Cette hausse est davantage attribuable aux mandats prévus par le Règlement ou par une loi de même qu'aux mandats d'initiative plutôt qu'aux mandats de l'Assemblée, puisque les premiers sont en hausse de 51,7% alors que les seconds ont diminué de 3,5%.

TABLEAU 5 - Origine des mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée	Mandats prévus par le Règlement ou par une loi	Mandats d'initiative *	TOTAL
CAE	54	6	-	60
CAPA	10	5	-	15
CAS	11	4	-	15
CBA	26	7	1	34
CC	8	6	2	16
CE	8	6	-	14
CET	18	3	-	21
CI	31	4	-	35
TOTAL	166	41	3	210

* Ne comprend que les mandats adoptés en vertu de l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale.

Il est à noter que deux commissions ont procédé cette année à l'étude d'une question choisie en vertu de leur pouvoir d'initiative, alors qu'aucun mandat de ce type n'a été tenu l'an dernier.

Par ailleurs, on observe que la distribution du nombre de mandats entre les commissions s'effectue d'une façon très similaire pour les trois années étudiées, les commissions connaissant un nombre comparable de mandats pour chacune des années.

Nombre et heures des séances selon l'origine du mandat

Les tableaux 6 et 7 mettent en évidence la place qu'occupent les mandats de l'Assemblée dans la charge de travail des commissions. On note que le nombre des séances et la durée des mandats de l'Assemblée et des mandats prévus par le Règlement ou par une loi sont en hausse marquée depuis 1985-1986, tandis que les mandats d'initiative sont en baisse.

TABLEAU 6 - Séances selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
		%		%		%		%
CAE	97	28,5	11	12,3	1	6,2	109	24,4
CAPA	21	6,1	7	7,9	-	-	28	6,3
CAS	51	15,0	7	7,9	2	12,5	60	13,5
CBA	40	11,7	18	20,2	2	12,5	60	13,5
CC	16	4,7	13	14,6	4	25,0	33	7,4
CE	14	4,1	7	7,9	1	6,2	22	4,9
CET	42	12,3	10	11,2	1	6,2	53	11,9
CI	60	17,6	16	18,0	5	31,3	81	18,1
TOTAL	341	100,0	89	100,0	16	100,0	446	100,0

TABLEAU 7 - Heures de séances selon les mandats, par commission

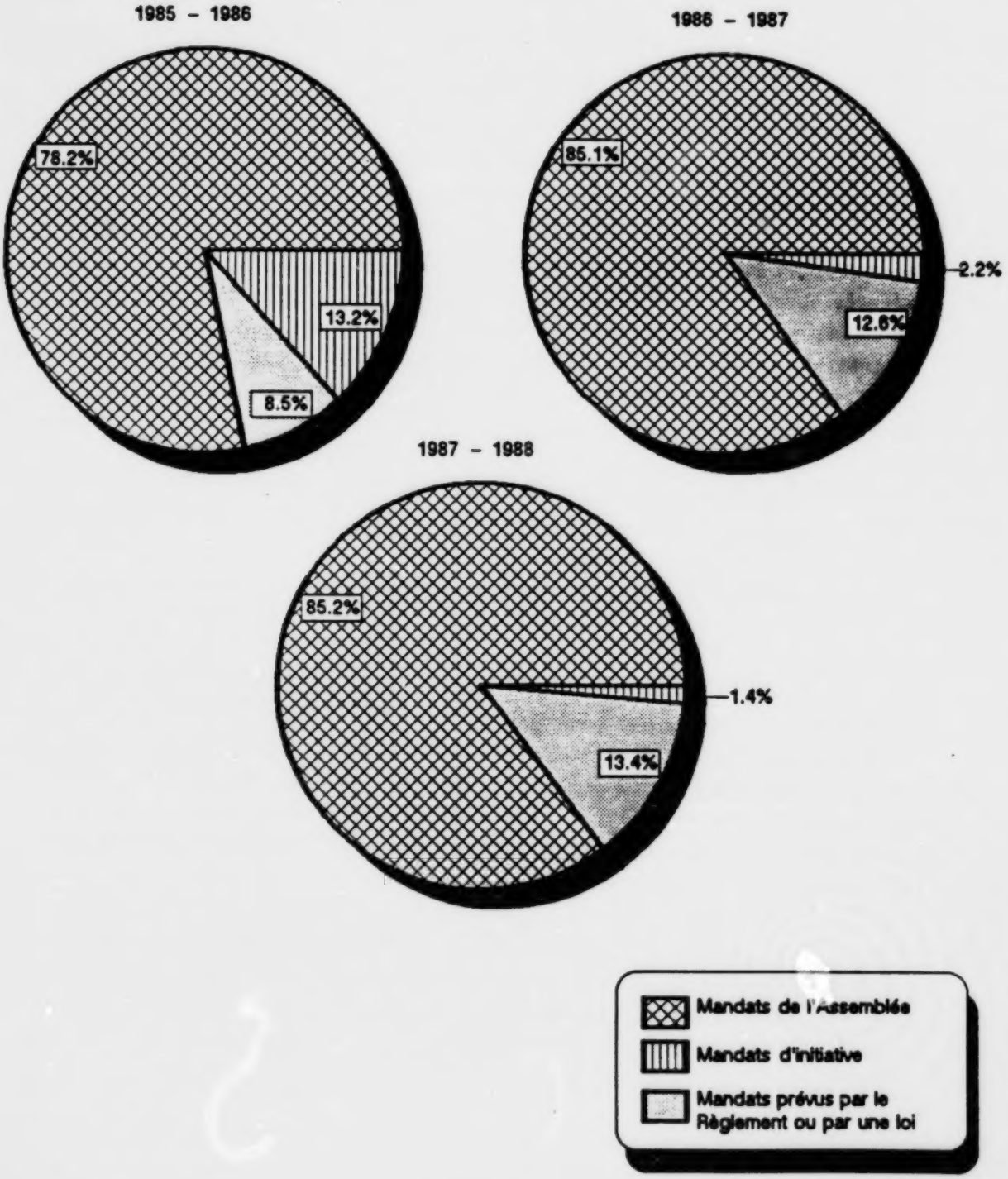
Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
		%		%		%		%
CAE	285,67	23,1	27,35	14,1	0,17	0,8	313,18	21,6
CAPA	56,57	4,6	9,85	5,1	-	-	66,42	4,6
CAS	263,22	21,2	9,83	5,1	1,50	7,3	274,55	18,9
CBA	121,15	9,8	26,84	13,8	6,01	29,3	154,00	10,6
CC	67,20	5,4	31,54	16,3	5,08	24,7	103,82	7,1
CE	53,21	4,3	18,66	9,6	0,83	4,0	72,70	5,0
CET	218,69	17,7	22,19	11,4	1,35	6,6	242,23	16,7
CI	172,38	13,9	47,86	24,6	5,60	27,3	225,84	15,5
TOTAL	1238,09	100,0	194,12	100,0	20,54	100,0	1452,74	100,0

En termes d'heures, la figure 5 illustre l'évolution de la part respective des trois types de mandats. Celle des mandats de l'Assemblée est stable pour toute la période, tandis que la part des mandats prévus par le Règlement ou par une loi est en hausse. Quant aux mandats d'initiative, leur part s'est amoindrie considérablement à partir de 1986-1987.

En moyenne, chaque mandat de l'Assemblée a duré 7 heures 28 minutes (6 heures 20 minutes en 1986-1987), les mandats prévus par le Règlement ou par une loi ont requis 4 heures 44 minutes (5 heures 27 minutes en 1986-1987). Quant aux mandats d'initiative, ils ont requis en moyenne 6 heures 48 minutes par mandat, soit beaucoup moins que deux ans auparavant (23 heures 45 minutes en 1985-1986).

La répartition des heures de séances selon l'origine des mandats est assez inégale entre les commissions. Toutefois, on observe que les mandats d'initiative sont beaucoup plus inégalement répartis entre les commissions (écart-type de 12) que les mandats de l'Assemblée (7) ou prévus par le Règlement ou par une loi (6).

FIGURE 5 Répartition des heures de séances, selon l'origine des mandats



Moment de l'exécution des mandats

Les tableaux 8 et 9, sur la répartition des travaux des commissions entre les périodes de session et hors session, selon l'origine du mandat, nous révèlent que l'accroissement observé précédemment de la part des travaux exécutés hors session est dû principalement aux mandats de l'Assemblée dont 33,1% des travaux ont eu lieu durant cette période cette année (23,7% en 1986-1987; 15,4% en 1985-1986). Ainsi, ces mandats ont connu une hausse de 53,2% du nombre total d'heures de séances tenues hors session, tandis que celles tenues durant la session ont diminué de 3,6%.

En revanche, la part des mandats prévus par le Règlement ou par une loi exécutés hors session a décru cette année et retrouvé le niveau connu il y a deux ans, puisque seulement 31,5% de ces mandats ont été tenus hors session (57,3% en 1986-1987; 32,7% en 1985-1986). Cela constitue une baisse de 36,2% du total des heures de séances tenues hors session et une hausse de 86,4% de leur travail en session.

Quant aux mandats d'initiative, la moitié des travaux, soit 50,4% a été exécutée hors session (40,2% en 1986-1987; 85,3% en 1985-1986). Bien que la durée totale des mandats d'initiative a chuté de 30% cette année, la diminution des travaux a été plus forte en session (- 42,5%) qu'hors session (- 13%).

Vu sous un autre angle, on observe que les mandats de l'Assemblée accaparent cette année 85,1% du total des heures hors session (contre 71,3% en 1986-1987), alors que tous les autres mandats n'occupent plus que 14,9% de cette période (28,7% en 1986-1987). D'autre part, les mandats de l'Assemblée comptent pour 85,3% des heures de séance en session (90,6% en 1986-1987) alors que tous les autres mandats ont accru leur part à 14,7% (9,4% en 1986-1987).

On constate donc un transfert cette année dans la répartition des travaux entre les périodes de session et hors session entre, d'une part, les mandats de l'Assemblée qui tiennent davantage de séances hors session et, d'autre part, les mandats prévus par le Règlement ou par une loi qui ont lieu de plus en plus en période de session.

La figure 6 nous fournit d'autres informations utiles sur le moment de l'exécution des mandats. On observe en effet que la part en heures des mandats de l'Assemblée a été supérieure à celle des autres mandats sur toute l'année parlementaire, sauf le mois de novembre qui a été propice à l'exécution de certains mandats prévus au Règlement. On note que les mois d'octobre, de février et de mars ont été également propices à l'exécution d'autres mandats que ceux de l'Assemblée.

FIGURE 6 Répartition des heures de séances, selon l'origine des mandats, par mois (1987 - 1988)

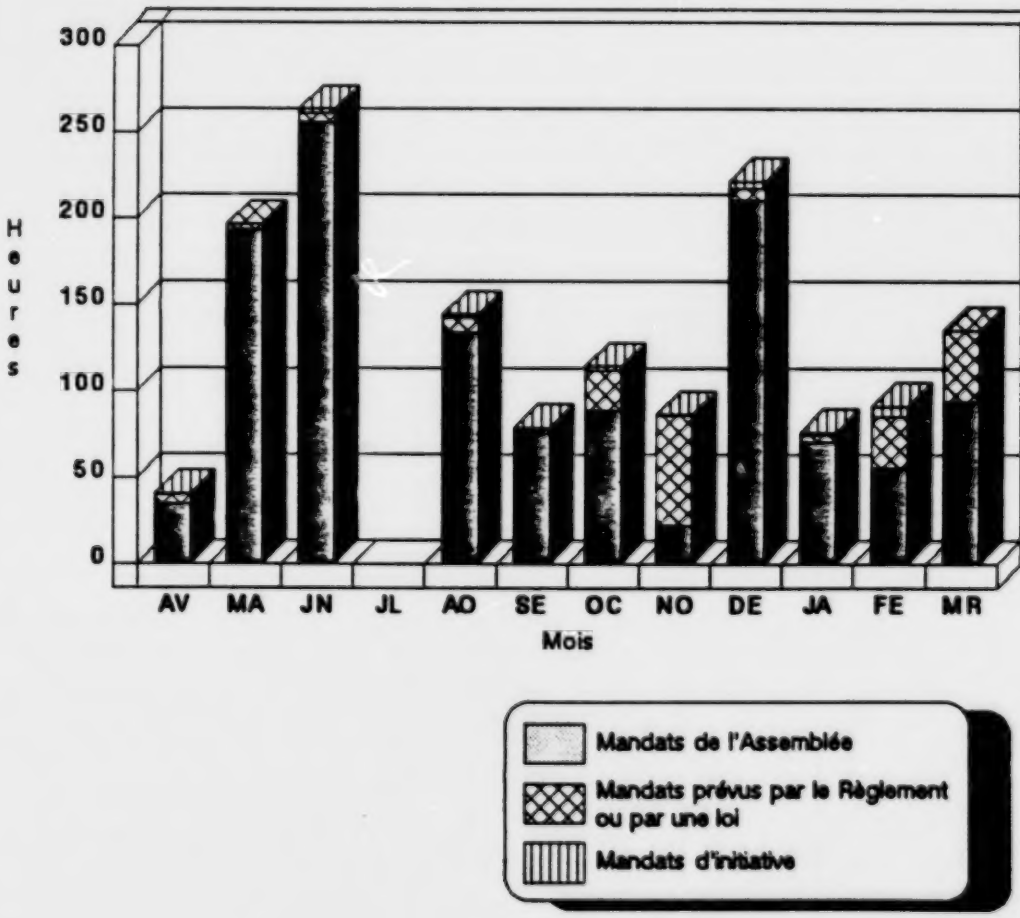


TABLEAU 8 - Séances en session et hors session selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	83	14	9	2	1	-	109
CAPA	17	4	3	4	-	-	28
CAS	36	15	6	1	2	-	60
CRA	33	7	12	6	-	2	60
CC	11	5	8	5	3	1	33
CE	11	3	6	1	-	1	22
CET	30	12	8	2	-	1	53
CI	55	5	15	1	4	1	81
TOTAL	276	65	67	22	10	6	446

TABLEAU 9 - Heures de séances en session et hors session selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	203,51	82,16	19,40	7,95	0,16	-	313,18
CAPA	41,67	14,90	4,92	4,93	-	-	66,42
CAS	150,01	113,21	9,80	0,03	1,50	-	274,55
CIA	91,48	29,67	12,45	14,39	-	6,01	154,00
CC	35,85	31,35	11,34	20,20	3,82	1,26	103,82
CE	33,33	19,88	12,40	6,26	2,0	0,83	72,70
CET	131,12	87,57	17,74	4,45	-	1,35	242,23
CI	141,43	30,95	44,86	3,00	4,70	0,90	225,84
TOTAL	828,40	409,69	132,91	61,21	10,18	10,35	1452,74

Types de séances selon l'origine du mandat

Nous avons observé plus haut que les commissions ont accru en 1987-1988 la part des travaux exécutés en séances publiques et décru celle des séances de travail (figure 4).

Les tableaux 10 et 11 montrent que ce transfert est davantage relié aux mandats prévus par le Règlement ou par une loi qu'aux mandats de l'Assemblée puisque la part des premiers effectuée en séance publique s'est accrue (+ 62,5% en séance et + 35,1% en heures) et celle effectuée en séance de travail a diminué (- 54,5% en nombre et - 57,6% en heures), tandis que le nombre et la durée des séances publiques et des séances de travail reliées aux mandats de l'Assemblée sont demeurés stables.

TABLEAU 10 - Séances publiques et séances de travail selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
CAE	92	5	11	-	-	1	103	6
CAPA	20	1	7	-	-	-	27	1
CAS	50	1	7	-	-	2	57	3
CBA	39	1	12	6	1	1	52	8
CC	15	1	11	2	1	2	27	5
CE	14	-	7	-	-	1	21	1
CET	41	1	10	-	-	1	51	2
CI	57	3	13	3	-	5	70	11
TOTAL	328	13	78	11	2	13	408	37

TABLEAU 11 - Heures de séances publiques et de séances de travail selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
CAE	280,13	5,54	27,35	-	-	0,16	307,48	5,70
CAPA	56,37	0,20	9,85	-	-	-	66,22	0,20
CAS	262,24	0,98	9,83	-	-	1,50	272,07	2,48
CBA	117,09	4,06	21,00	5,84	5,01	1,00	143,10	10,90
CC	66,30	0,90	28,81	2,73	2,58	1,24	97,69	4,87
CE	53,21	-	18,66	-	-	0,83	71,87	0,83
CET	218,53	0,16	22,19	-	-	1,35	240,72	1,51
CI	170,22	2,16	41,91	5,95	-	5,60	212,13	13,71
TOTAL	1224,10	13,99	179,59	14,53	8,85	11,68	1411,28	40,20

CHAPITRE TROIS
LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

Compilation générale

Pour les besoins statistiques du présent rapport, nous avons dénombré onze activités des commissions, regroupées sous trois catégories de mandats:

Mandats de l'Assemblée

- Projets de loi publics
- Projets de loi d'intérêt privé
- Crédits budgétaires
- Interpellations
- Autres mandats de l'Assemblée

Mandats prévus par le Règlement ou par une loi

- Législation déléguée
- Surveillance des organismes publics
- Engagements financiers
- Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

Mandats d'initiative

- Études
- Organisation générale

Séances et heures pour chaque activité

Les tableaux 12 et 13 démontrent que l'année 1987-1988 a été marquée par un fort accroissement de la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée", qui regroupe principalement des séances de consultation publique sur divers sujets d'intérêt, et par une baisse en séances et en heures de l'étude de projets de loi publics.

TABLEAU 12 - Séances par activité

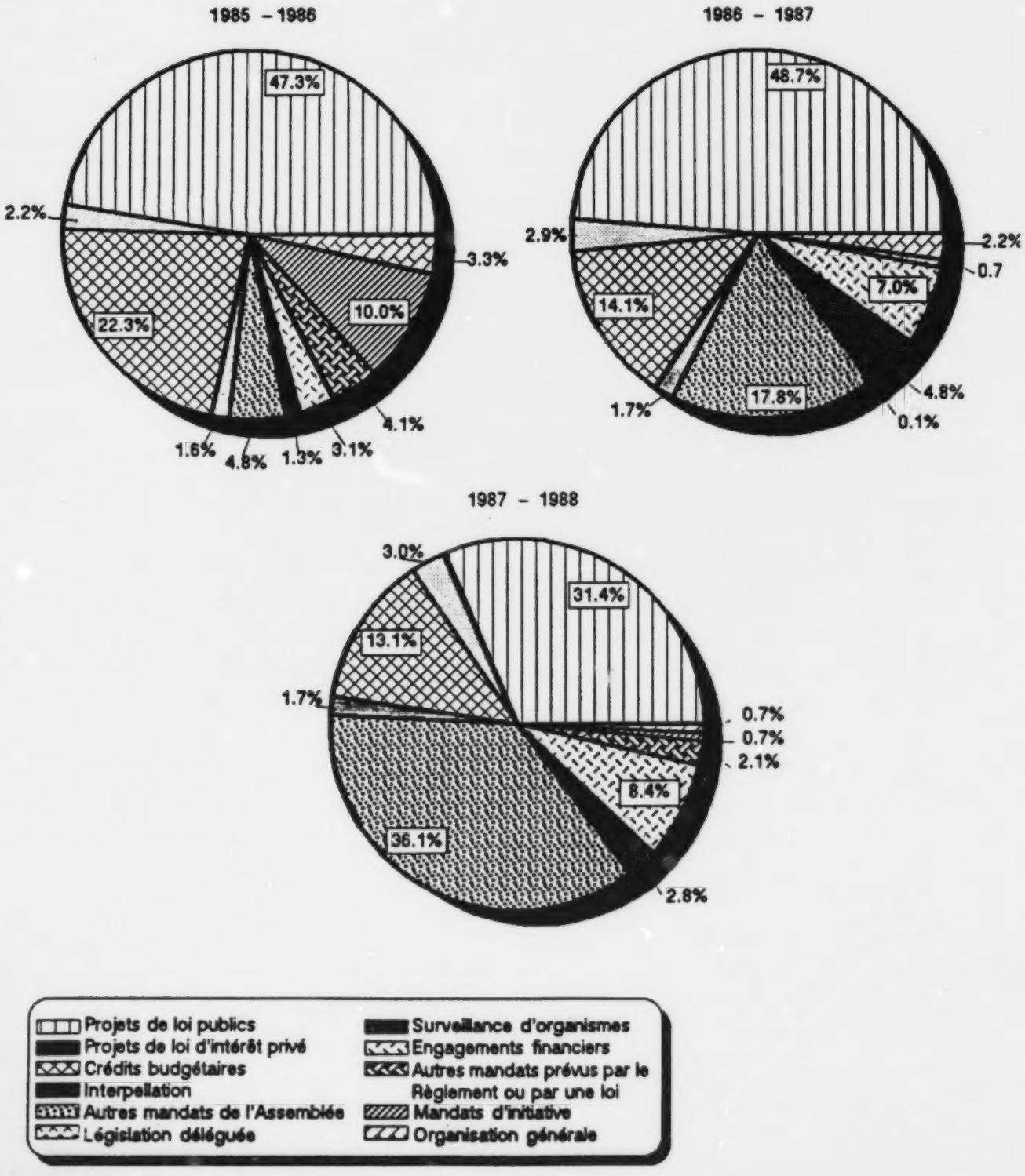
Activités	Séances	%
Projets de loi publics	162	36,3
Projets de loi d'intérêt privé	41	9,2
Crédits budgétaires	37	8,3
Interpellations	12	2,7
Autres mandats de l'Assemblée	89	20,0
Législation déléguée	-	-
Surveillance d'organismes	16	3,6
Engagements financiers	51	11,4
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	22	4,9
Études (mandats d'initiative)	4	0,9
Organisation générale	12	2,7
TOTAL	446	100,0

TABLEAU 13 - Heures de séances par activité

Activités	Heures	%
Projets de loi publics	455,83	31,4
Projets de loi d'intérêt privé	43,85	3,0
Crédits budgétaires	189,61	13,1
Interpellations	24,38	1,7
Autres mandats de l'Assemblée	524,42	36,1
Législation déléguée	-	-
Surveillance des organismes publics	41,27	2,8
Engagements financiers	121,96	8,4
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	30,89	2,1
Études (mandats d'initiative)	9,85	0,7
Organisation générale	10,69	0,7
TOTAL	1452,74	100,0

La figure 7 illustre l'évolution de la part relative des diverses activités des commissions en termes d'heures de séances. On observe en premier lieu une grande continuité d'une année à l'autre du poids de certaines activités dans la répartition de la charge de travail de l'ensemble des commissions. Ainsi, la plupart des activités ont connu un niveau comparable entre 1985-1986 et 1987-1988. Toutefois, la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" voit sa part augmenter de 4,8% en 1985-1986 à 36,1% en 1987-1988. Entre 1985-1986 et 1986-1987, la durée totale de cette activité s'est accrue de 572% puis de 122,8% entre 1986-1987 et 1987-1988. En revanche, la part de l'étude des projets de loi publics passe de 48,7% l'année dernière à 31,4% en 1987-1988.

FIGURE 7 Répartition des heures de séances, par activité



L'année 1987-1988 est également marquée, dans une moindre mesure, par la baisse des activités de surveillance d'organismes (- 35% en heures) et par une hausse des études entreprises à l'initiative des commissions. Il est à noter toutefois que cette dernière activité n'a atteint cette année qu'à peine 14% du niveau de l'année 1985-1986.

Ces données nous permettent de conclure que l'augmentation des activités totale de cette année est due en presque totalité à la croissance de la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" et, dans une plus faible mesure, par celle des engagements financiers et des autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi.

Les tableaux 14 et 15 fournissent des données sur la répartition des activités entre les commissions. On observe, et ce en continuité avec le passé, que la répartition des activités est très inégale entre les commissions. Ainsi, on constate une concentration de certaines activités en une ou plusieurs commissions: par exemple, 62,6% de la durée de l'étude des projets de loi d'intérêt privé et 40,5% des interpellations ont eu lieu à la CAE; le tiers des activités de la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" ont eu lieu à la CAS; 64% de la surveillance d'organismes à la CI et 82% des activités de la catégorie "Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi" à la CC. Par ailleurs, les études d'initiative n'ont été entreprises que par deux commissions, la CC et la CBA.

Pour les trois années étudiées, l'écart-type moyen de la distribution de la charge de travail entre les commissions est de 13, par rapport à un écart-type idéal de 0. On constate que l'étude des crédits budgétaires (4,5), les engagements financiers (6,7) et les projets de loi publics (8,4) sont les activités les moins inégalement réparties entre les commissions. En revanche, les autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi (24), les études d'initiative (22,8), les projets de loi d'intérêt privé (18,4) et les surveillances d'organismes (18,1) sont les activités les plus inégalement réparties.

TABLEAU 14 - Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	MANDATS DE L'ASSEMBLÉE					MANDATS PRÉVUS AU RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI				MANDATS D'INITIATIVE		TOTAL
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellation	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Autres	Études	Organisation générale	
	PLP	PLIP										
CAE	47	22	7	5	16	-	-	9	2	-	1	109
CAPA	18	-	3	-	-	-	-	4	3	-	-	28
CAS	17	1	5	1	27	-	-	5	2	-	2	60
CRA	22	9	5	-	4	-	7	8	3	2	-	60
CC	7	-	4	1	4	-	-	5	8	2	2	33
CE	3	3	3	1	4	-	2	3	2	-	1	22
CET	18	1	4	2	17	-	-	9	1	-	1	53
CI	30	5	6	2	17	-	7	8	1	-	5	81
TOTAL: (séances)	162	41	37	12	89	-	16	51	22	4	12	446
CAE	29,0	53,7	18,9	41,7	18,0	-	-	17,6	9,1	-	8,3	24,4
CAPA	11,1	-	8,1	-	-	-	-	7,8	13,6	-	-	6,3
CAS	10,5	2,4	13,5	8,3	30,3	-	-	9,8	9,1	-	16,7	13,5
CRA	13,6	22,0	13,5	-	5,5	-	43,7	15,7	13,6	50,0	-	13,5
CC	4,3	-	10,8	8,3	5,5	-	0,0	9,8	36,3	50,0	16,7	7,4
CE	1,9	7,3	8,1	8,3	5,5	-	12,5	5,9	9,1	-	8,3	4,9
CET	11,1	2,4	10,8	16,7	19,1	-	0,0	17,6	4,6	-	8,3	11,9
CI	18,5	12,2	16,2	16,7	19,1	-	43,7	15,7	4,6	-	41,7	18,1
TOTAL: (%)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TABLEAU 15 - Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission

	MANDATS DE L'ASSEMBLÉE					MANDATS PRÉVUS AU RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI				MANDATS D'INITIATIVE		
Commissions	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellation	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Autres	Études	Organisation générale	TOTAL
	PLP	PLIP										
CAE	123,95	27,45	41,62	9,88	82,77	-	-	27,20	0,15	-	0,17	313,18
CAPA	44,31	-	12,26	-	-	-	-	9,42	0,43	-	-	66,42
CAS	59,57	0,36	27,23	2,00	174,06	-	-	9,71	0,10	-	1,50	274,55
CBA	74,06	4,89	20,56	-	21,44	-	7,94	14,16	4,74	6,01	-	154,00
CC	29,81	-	16,39	2,05	18,95	-	-	6,11	25,23	3,84	1,24	103,82
CE	1,58	7,51	17,79	2,08	24,25	-	6,90	11,64	0,12	-	0,83	72,70
CET	71,40	0,95	28,11	4,11	114,12	-	-	22,13	0,06	-	1,35	242,23
CI	51,15	2,69	25,65	4,26	88,63	-	26,43	21,37	0,06	-	5,60	225,84
TOTAL: (heures)	455,83	43,85	189,61	24,38	524,42	-	41,27	121,96	30,89	9,85	10,69	1452,74
CAE	27,2	62,6	22,0	40,5	15,8	-	-	22,3	0,5	-	1,6	21,6
CAPA	9,7	-	6,5	-	-	-	-	7,7	1,4	-	-	4,6
CAS	13,1	0,8	14,4	8,2	33,2	-	-	8,0	0,3	-	14,0	18,9
CBA	16,2	11,2	10,8	-	4,1	-	19,2	11,6	15,3	61,0	-	10,6
CC	6,5	-	8,6	8,4	3,6	-	-	5,2	81,7	39,0	11,6	7,1
CE	0,4	17,1	9,4	8,5	4,6	-	16,7	9,5	0,4	-	7,8	5,0
CET	15,7	2,2	14,8	16,9	21,8	-	-	18,2	0,2	-	12,6	16,7
CI	11,2	6,1	13,5	17,5	16,9	-	64,0	17,5	0,2	-	52,4	15,5
TOTAL: (%)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Enfin, le tableau 15 fournit des données intéressantes quant à la variation de la charge de travail respective de chaque commission.

Dans l'ensemble, chacune des commissions a connu une répartition inégale du poids relatif de ses activités; deux commissions connaissent un déséquilibre plus marqué dans leur charge de travail, la CAPA et la CI, tandis que la CC présente la répartition la moins inégale.

Par ailleurs, on remarque que la charge de travail de la plupart des commissions s'inscrit en continuité avec leur passé; c'est notamment le cas de la CAE, de la CBA, de la CAPA et de la CET. La CE et la CC connaissent une certaine stabilisation de leur charge de travail, tandis que la CI et surtout la CAS sont en discontinuité avec leur passé récent.

En somme, les tableaux 12 à 15 démontrent l'inégalité du poids relatif des onze activités et de leur répartition entre les commissions sur toute la période observée. Les crédits budgétaires, les engagements financiers et les projets de loi publics sont répartis d'une façon moins inégale et plus stable entre les commissions que les autres mandats de l'Assemblée et les autres mandats relevant de l'initiative de la commission.

Activités en période de session et hors session

Nous avons observé plus haut un transfert cette année dans la répartition session/hors session des travaux selon l'origine des mandats: la part des mandats de l'Assemblée augmente hors session, tandis que celles des autres mandats s'accroît de plus en plus en période de session.

Le tableau 16 nous permet de constater que c'est la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" qui est responsable de l'augmentation de la durée des travaux hors session, alors que la vérification des engagements financiers, la surveillance d'organismes et les séances d'organisation générale ont accru sensiblement la proportion de leurs travaux effectués en session.

TABLEAU 16 - Séances en session et hors session, en nombre et en heures, par activité

Activités	Séances		Heures	
	Session	Hors session	Session	Hors session
Projets de loi publics	150	12	403,29	52,54
Projets de loi d'intérêt privé	41	-	43,85	-
Crédits budgétaires	37	-	189,61	-
Interpellations	12	-	24,38	-
Autres mandats de l'Assemblée	36	53	167,26	357,16
Législation déléguée	-	-	-	-
Surveillance des organismes publics	15	1	38,27	3,00
Engagements financiers	40	11	89,02	32,94
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	13	9	5,62	25,27
Études (mandats d'initiative)	2	2	2,58	7,27
Organisation générale	9	3	7,61	3,08
TOTAL	355	91	971,49	481,26

Types de séances selon les activités

En raison de leur nature ou en vertu du Règlement, certaines activités ont été entièrement publiques et n'ont nécessité aucune séance de travail; c'est le cas de plusieurs mandats de l'Assemblée tels les interpellations, les crédits budgétaires et les projets de loi d'intérêt privé.

À la lecture du tableau 17 et à l'égard des années antérieures, on note que les séances de travail reliées à la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" et aux projets de loi publics se sont légèrement accrues cette année, tandis que les séances de travail reliées aux autres activités ont diminué. Les séances de travail reliées à la surveillance d'organismes et à l'organisation générale ne comptent plus que pour 56% de la durée totale des séances de travail, alors que cette proportion s'établissait à 75% l'an dernier.

Une analyse de l'objet des séances de travail nous apprend que 44% d'entre elles sont reliées en 1987-1988 à l'organisation des consultations publiques, 29% à la surveillance d'organismes et 27% à l'organisation générale.

TABLEAU 17 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par activité

Activités	Séances		Heures	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
Projets de loi publics	159	3	454,48	1,34
Projets de loi d'intérêt privé	41	-	43,85	-
Crédits budgétaires	37	-	189,61	-
Interpellations	12	-	24,38	-
Autres mandats de l'Assemblée	79	10	511,77	12,65
Législation déléguée	-	-	-	-
Surveillance des organismes publics	7	9	29,48	11,79
Engagements financiers	51	-	121,96	-
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	20	2	28,16	2,73
Études (mandats d'initiative)	2	1	7,59	1,00
Organisation générale	-	12	-	10,69
TOTAL	408	37	1411,28	40,20

Compilation par activité

Nous analyserons maintenant plus en profondeur chacune des onze activités des commissions sous l'angle de leur évolution au cours des trois dernières années et de leur répartition par commission et par mois.

Législation - étude des projets de loi

Le volet de la législation a cédé cette année la première place en nombre d'heures à la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée". Les tableaux 12 et 13 indiquent que la part de l'étude des projets de loi publics et des projets d'intérêt privé sur l'ensemble des travaux des commissions a été de 45,5% en nombre de séances (55% en 1986-1987) et de 34,4% en heures (51,6% en 1986-1987). Par ailleurs, le nombre de séances consacrées à cette activité a baissé de 13% et le nombre d'heures de 26% par rapport à 1986-1987.

Le tableau 18 indique que le nombre total de projets de loi étudiés par les commissions a diminué de 15% cette année. Toutefois, l'étude des projets de loi en commission permanente plutôt qu'en commission plénière s'est accrue puisque, des 131 projets de loi étudiés à l'Assemblée, 120 l'ont été en commission permanente, soit 91% de tous les projets de loi, contre 9% en commission plénière.

Malgré une baisse du nombre total des projets de loi par rapport à l'an dernier, le nombre d'articles et d'amendements étudiés a augmenté respectivement de 63% et 26,6%. (tableau 20)

Le tableau 19 montre que des 81 projets de loi publics étudiés par les commissions, un seul n'a pas été adopté. Il s'agit du projet de loi 94 Loi sur le Conseil de la famille dont l'étude détaillée n'était pas terminée au 31 mars 1988. Par rapport à 1986-1987, on remarque que la baisse du nombre de projets de loi est attribuable aux projets de loi publics (- 24,3%) plutôt qu'aux projets de loi d'intérêt privé (+ 7,7%).

TABLEAU 18 - Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée

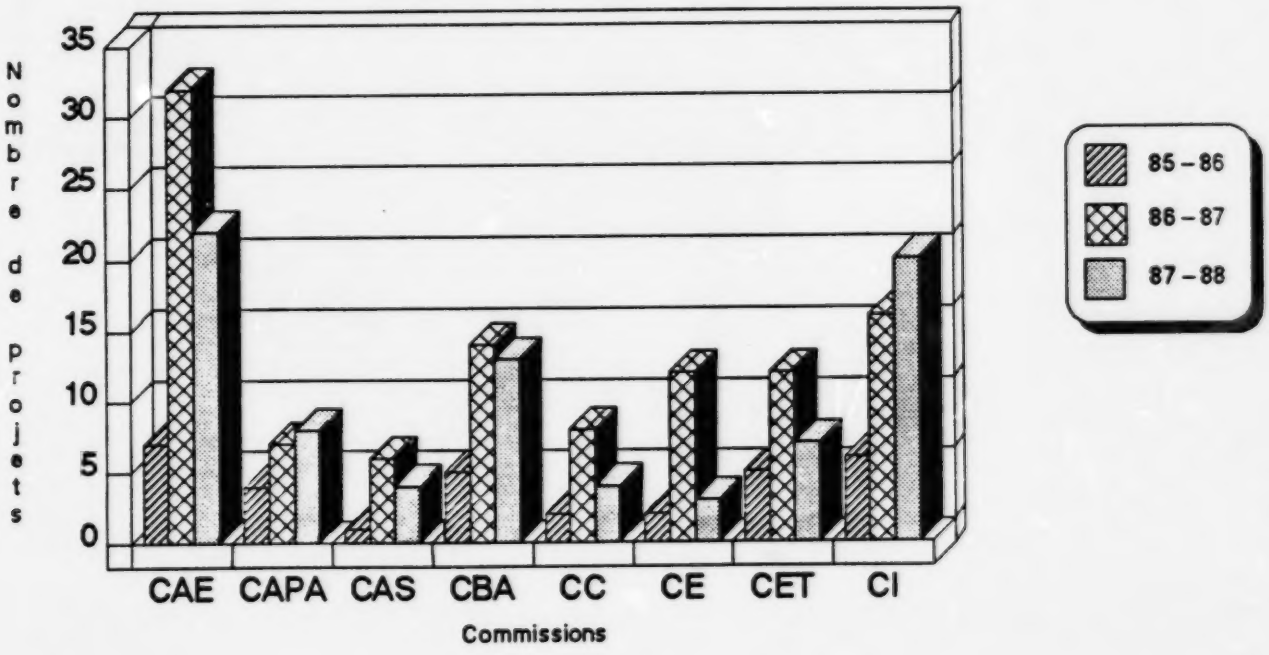
Traitement	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé	TOTAL
Étudié en commission	81	39	120
Étudié en commission plénière	11	0	11
Retiré	9	6	15
Encore à l'étude le 1er avril 1988	13	5	18
INSCRITS AU FEUILLETON			
TOTAL	114	50	164

TABLEAU 19 - Étude détaillée des projets de loi, par commission

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	Étudiés	Adoptés	Étudiés	Adoptés
CAE	22	22	21	21
CAPA	8	8	-	-
CAS	4	3	1	1
CBA	13	13	9	9
CC	4	4	-	-
CE	3	3	2	2
CET	7	7	1	1
CI	20	20	5	5
TOTAL	81	80	39	39

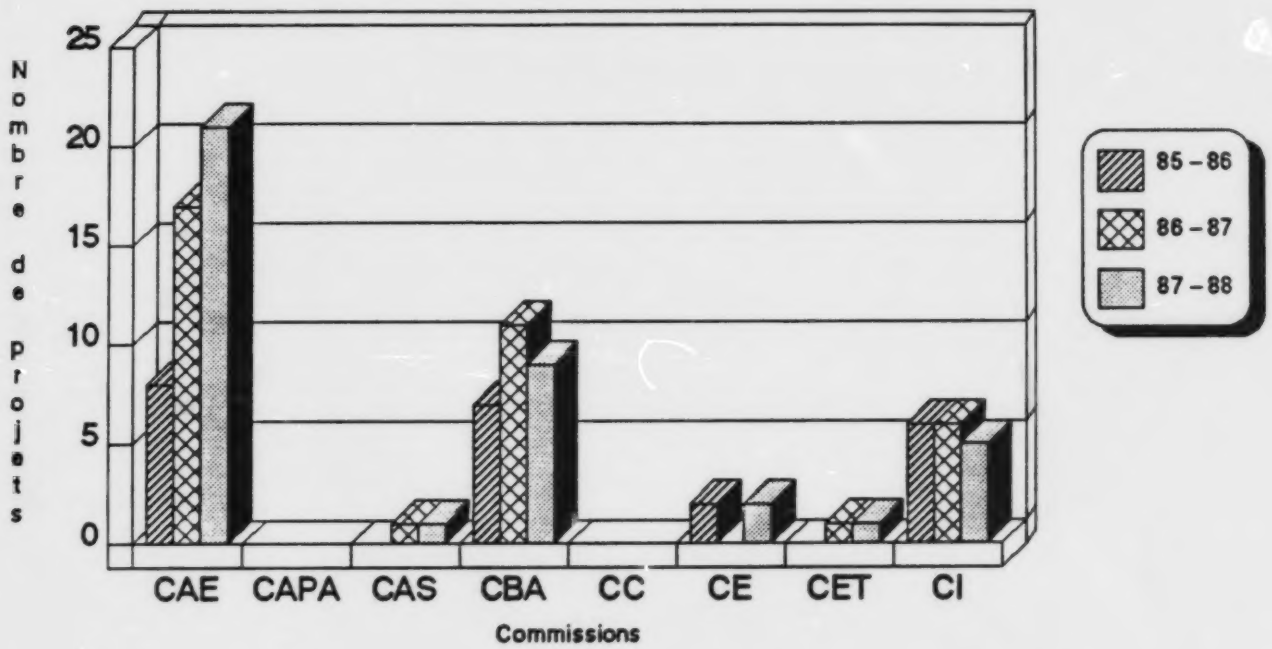
La figure 8 illustre que la baisse observée dans le nombre de projets de loi publics a été ressentie dans toutes les commissions, à l'exception de la CI et de la CAPA qui ont accru le nombre de projets de loi étudiés. Il est à remarquer à nouveau cette année que quelques commissions, la CAE, la CI, la CBA et la CET, ont accaparé plus que leur part de la législation avec 75% de tous les projets de loi publics.

FIGURE 8 Répartition des projets de loi publics, par commission



Quant aux projets de loi d'intérêt privé (figure 9), ils continuent d'être étudiés principalement par trois commissions, soit la CAE, la CBA et la CI.

FIGURE 9 Répartition des projets de loi d'intérêt privé, par commission



Si l'on examine le traitement des projets de loi en commission (tableau 20), on constate que 22% des articles des projets de loi publics ont subi des amendements (27,7% en 1986-1987; 40% en 1985-1986) et que le taux d'acceptation de ces amendements demeure stable à 85% (86,6% en 1986-1987; 93,2% en 1985-1986). Quant aux projets de loi d'intérêt privé, le taux d'amendement est de 37% (42% en 1986-1987; 22% en 1985-1986), alors que 96% d'entre eux ont été adoptés (88% en 1986-1987; 95,6% en 1985-1986).

TABLEAU 20 - Traitement des projets de loi en commission

	Articles		Amendements proposés		Amendements adoptés	
		%		%		%
Projets de loi publics	5049	100,0	1109	22,0	947	85,4
Projets de loi d'intérêt privé	430	100,0	159	37,0	152	95,6
TOTAL	5479	100,0	1268	23,1	1099	86,7

Des 81 projets de loi publics soumis à l'étude des commissions, 7 ont nécessité des auditions publiques au cours desquelles des personnes et des organismes ont été appelés à faire connaître leur point de vue lors de 6 consultations particulières et d'une consultation générale, ce qui est un niveau comparable à celui qui a été observé l'an dernier. Les tableaux 21 et 22 révèlent que ces consultations ont représenté 11% des séances et 17% des heures consacrées à l'étude des projets de loi (12% et 18,3% en 1986-1987).

TABLEAU 21 - Séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission

Commissions	Projets de loi publics		
	Étude détaillée	Consultation générale	Consultation particulière
CAE	46	-	1
CAPA	15	-	3
CAS	9	-	8
CBA	20	2	0
CC	6	-	1
CE	3	-	-
CET	15	-	3
CI	30	-	-
TOTAL	144	2	16

Une lecture en parallèle des tableaux 20, 22 et 23 fait ressortir que le nombre d'articles étudiés par heure a doublé en 1987-1988 tant à l'égard des projets de loi publics que pour les projets de loi d'intérêt privé. On observe en effet que les commissions ont étudié 13,3 articles de l'heure pour les projets de loi publics (6 a/h en 1986-1987) et 9,8 articles de l'heure pour les projets de loi d'intérêt privé (4 a/h en 1986-1987).

TABLEAU 22 - Heures de séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission

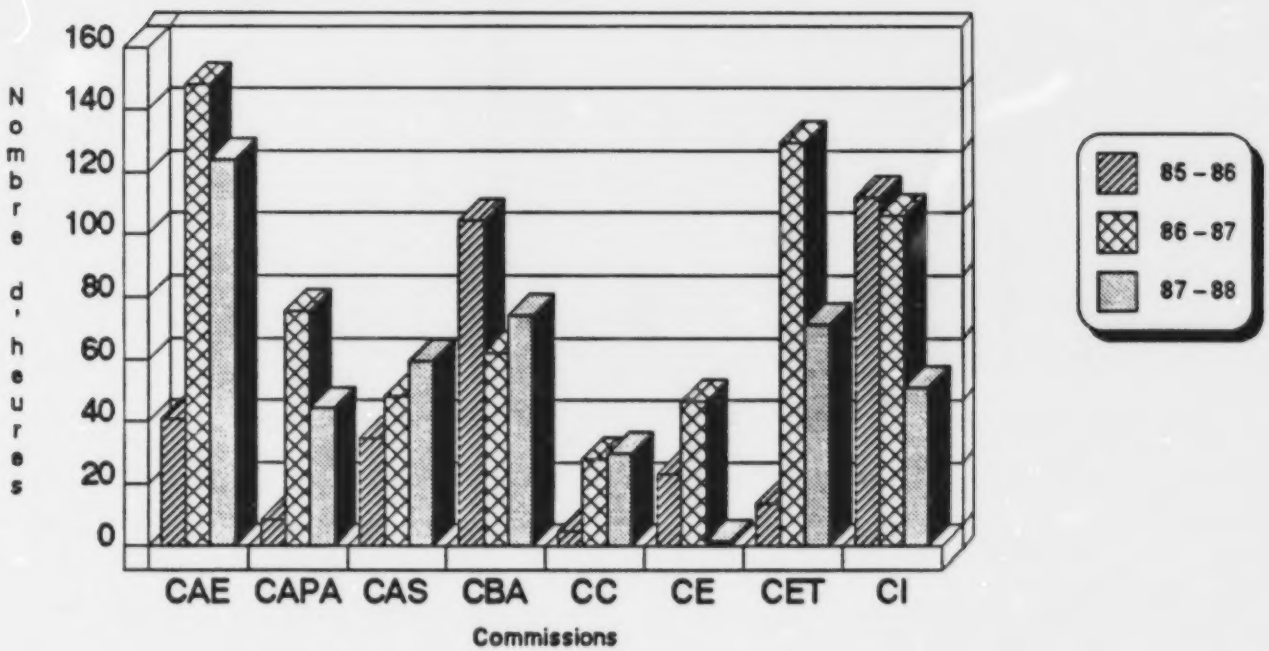
Commissions	Projets de loi publics		
	Étude détaillée	Consultation générale	Consultation particulière
CAE	121,40	-	2,55
CAPA	32,33	-	11,98
CAS	24,42	-	35,15
CBA	69,19	4,87	-
CC	22,19	-	7,62
CE	1,58	-	-
CET	57,00	-	14,40
CI	51,15	-	-
TOTAL	379,26	4,87	71,70

TABLEAU 23 - Séances consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	Séances	Heures	Séances	Heures
CAE	47	123,95	22	27,45
CAPA	18	44,31	-	-
CAS	17	59,57	1	0,36
CBA	22	74,06	9	4,89
CC	7	29,81	-	-
CE	3	1,58	3	7,51
CET	18	71,40	1	0,95
CI	30	51,15	5	2,69
TOTAL	162	455,83	41	43,85

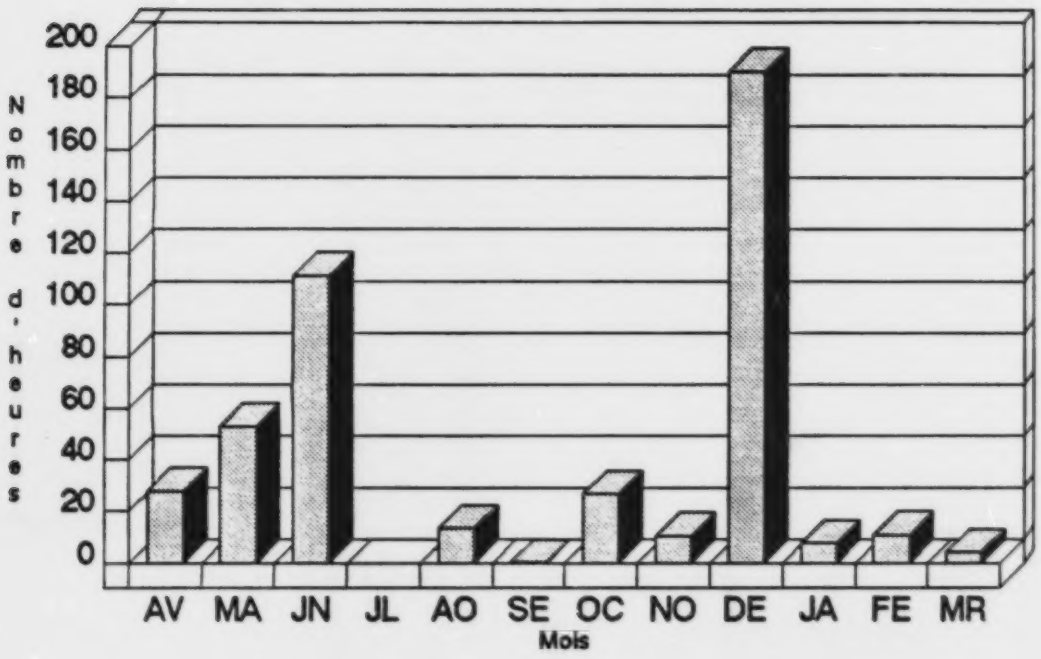
La répartition des heures de séances d'étude des projets de loi publics entre les commissions (figure 10), fait ressortir que la baisse observée plus haut dans la durée de l'étude des projets de loi publics a été plus marquée pour la CET, la CE, la CI et la CAPA que pour les autres commissions qui ont connu un niveau similaire d'activité. Le meilleur équilibre de la charge de travail entre les commissions que nous avions observé l'an dernier se maintient en 1987-1988, puisque l'écart-type de la distribution des heures d'étude des projets de lois publics entre les commissions demeure inchangé à 7, alors qu'il était de 11 en 1985-1986.

FIGURE 10 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission



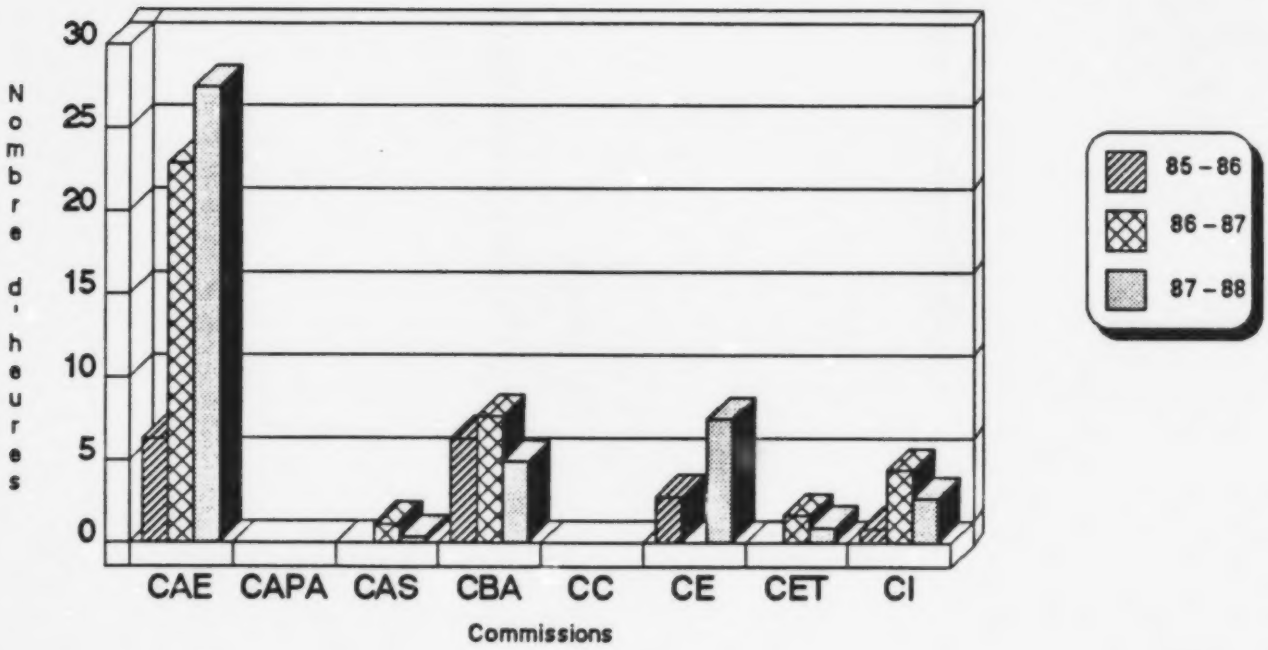
On observe par ailleurs, à la lecture de la figure 11, que la répartition de l'étude de l'ensemble des projets de loi publics s'effectue sur dix mois de l'année, ce qui en fait l'activité la mieux répartie dans le temps. Les mois de juin et décembre sont néanmoins des temps forts puisqu'ils accaparent pas moins de 66,2% de la durée totale de l'étude des projets de loi publics.

FIGURE 11 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par mois (1987 – 1988)



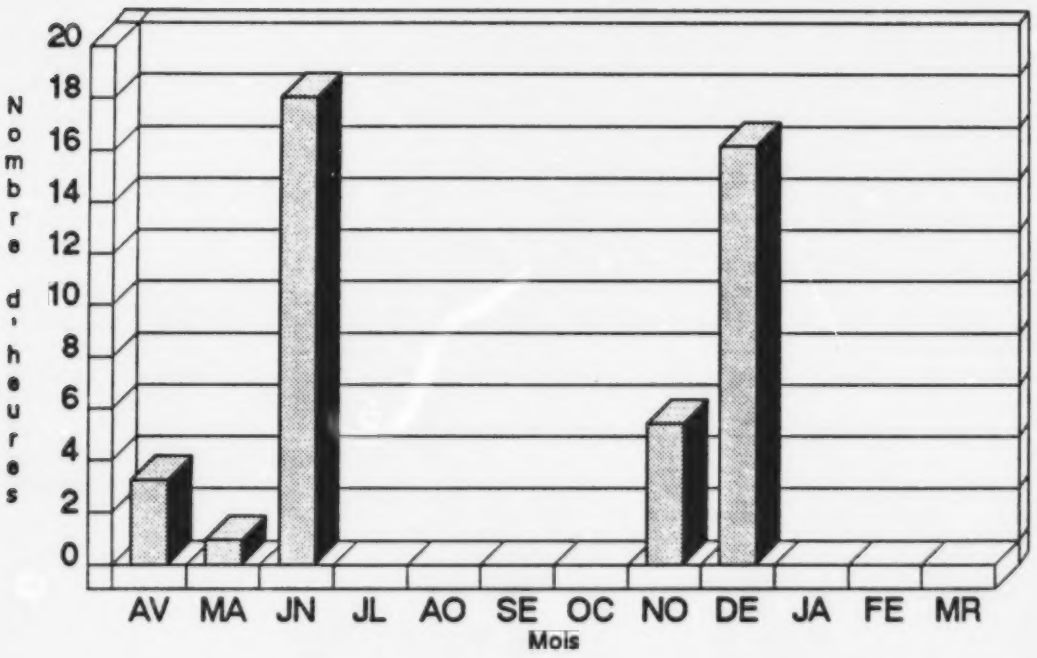
La figure 12 révèle qu'en termes d'heures, la CE se joint cette année aux trois commissions qui accaparent habituellement la grande majorité du temps consacré à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, soit la CAE, la CBA et la CI. L'augmentation observée plus haut dans le nombre d'heures est cependant attribuable davantage à la CAE et à la CE qu'à la CBA et la CI qui ont réduit quelque peu leur niveau d'activité. L'inégalité de la répartition des heures d'étude de ces projets de loi entre les commissions demeure inchangée cette année avec un écart-type de 19.

FIGURE 12 **Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission**



La figure 13 montre que plus de 80% de la durée de l'étude des projets de loi d'intérêt privé s'effectue au cours des périodes intensives de fin de session, en juin et décembre. L'étude de ces projets de loi ne représente cependant que 8% du travail des commissions durant ces deux mois.

FIGURE 13 **Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par mois (1987 – 1988)**



Étude des crédits budgétaires

Le nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des crédits budgétaires correspond, dans une large mesure, au nombre et à l'importance des ministères relevant de chaque commission.

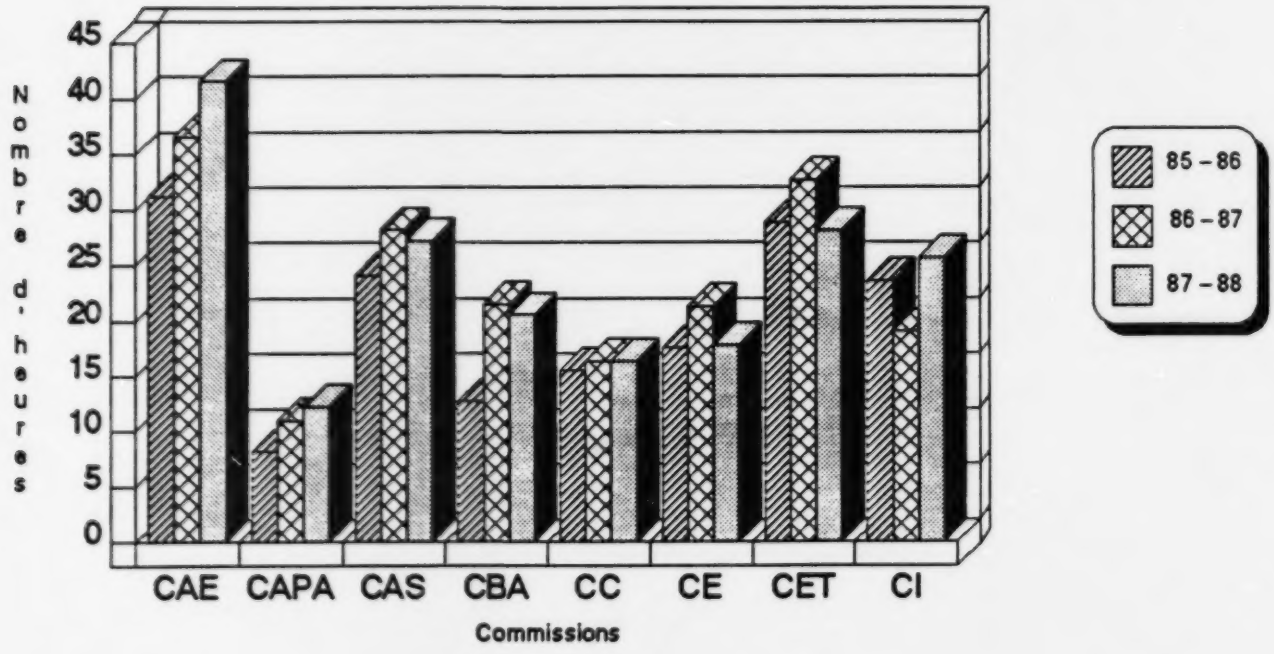
Les données du tableau 24 illustrent bien cette situation. En effet, les commissions qui ne couvrent qu'un ministère, comme la CAPA, comptent le moins grand nombre d'heures alors que la CAE et la CET, qui regroupent de quatre à sept ministères, ont le plus grand nombre d'heures dans cette activité.

TABLEAU 24 - Séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	7	41,62
CAPA	3	12,26
CAS	5	27,23
CBA	5	20,56
CC	4	16,39
CE	3	17,79
CET	4	28,11
CI	6	25,65
TOTAL	37	189,61

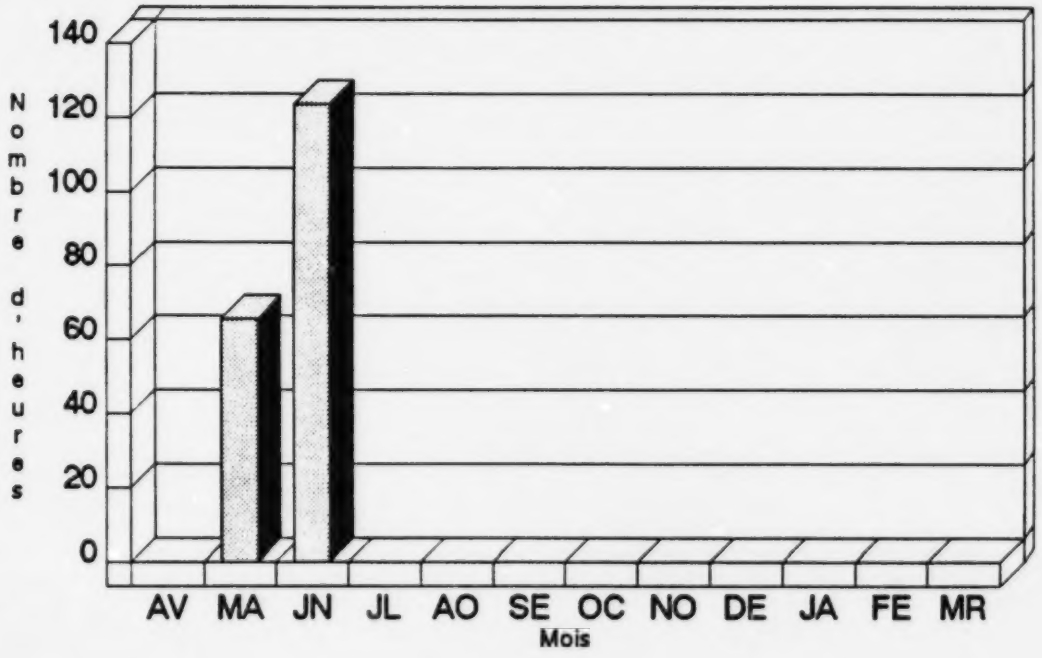
Le nombre d'heures et de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires est demeuré stable en 1987-1988 par rapport à l'an dernier. La figure 14 illustre que la répartition de la charge de travail est relativement stable et équilibrée entre les commissions, comme l'indique la mesure de l'écart-type qui est de 4 pour toute la période; c'est donc l'activité ayant la répartition la plus équilibrée entre les commissions.

FIGURE 14 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission



En vertu du Règlement de l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires s'effectue à l'intérieur d'une période prescrite, qui ne peut dépasser deux cents heures. C'est ce qu'illustre la figure 15 où on observe que cette activité est concentrée sur une brève période. Exceptionnellement en 1987-1988, l'étude des crédits s'est poursuivie durant le mois de juin 1987, ce qui a contribué à hausser le nombre d'heures total de ce mois.

FIGURE 15 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par mois (1987 – 1988)



Interpellation

Le Règlement stipule que les séances d'interpellation doivent s'échelonner sur deux heures. Cette obligation se reflète assez nettement dans le tableau 25, puisque la moyenne de durée des séances se situe à un peu plus de deux heures.

TABLEAU 25 - Séances consacrées aux interpellations, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	5	9,88
CAPA	-	-
CAS	1	2,00
CBA	-	-
CC	1	2,05
CE	1	2,08
CET	2	4,11
CI	2	4,26
TOTAL	12	24,38

Le nombre et la durée totale des interpellations sont demeurés stables en 1987-1988 par rapport à l'année dernière. Toutefois, la répartition de cette activité entre les commissions est cependant instable d'une année à l'autre, comme l'illustre la figure 16. Cette répartition est aussi très inégale entre les commissions bien qu'elle soit un peu plus équilibrée que l'an dernier, avec un écart-type de 12,2 (18,7 en 1986-1987; 13,6 en 1985-1986). Ce meilleur équilibre s'observe également dans le fait que six commissions ont procédé à des interpellations cette année, contre trois l'an dernier.

Le Règlement de l'Assemblée prévoit qu'il ne peut y avoir plus d'une interpellation par semaine et que celles-ci n'ont lieu que durant la période de session, à l'exception des mois de juin et décembre. Ces dispositions expliquent que les interpellations sont concentrées dans les premiers mois de la reprise de la session, au printemps et à l'automne, comme l'illustre la figure 17.

FIGURE 16 Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par commission

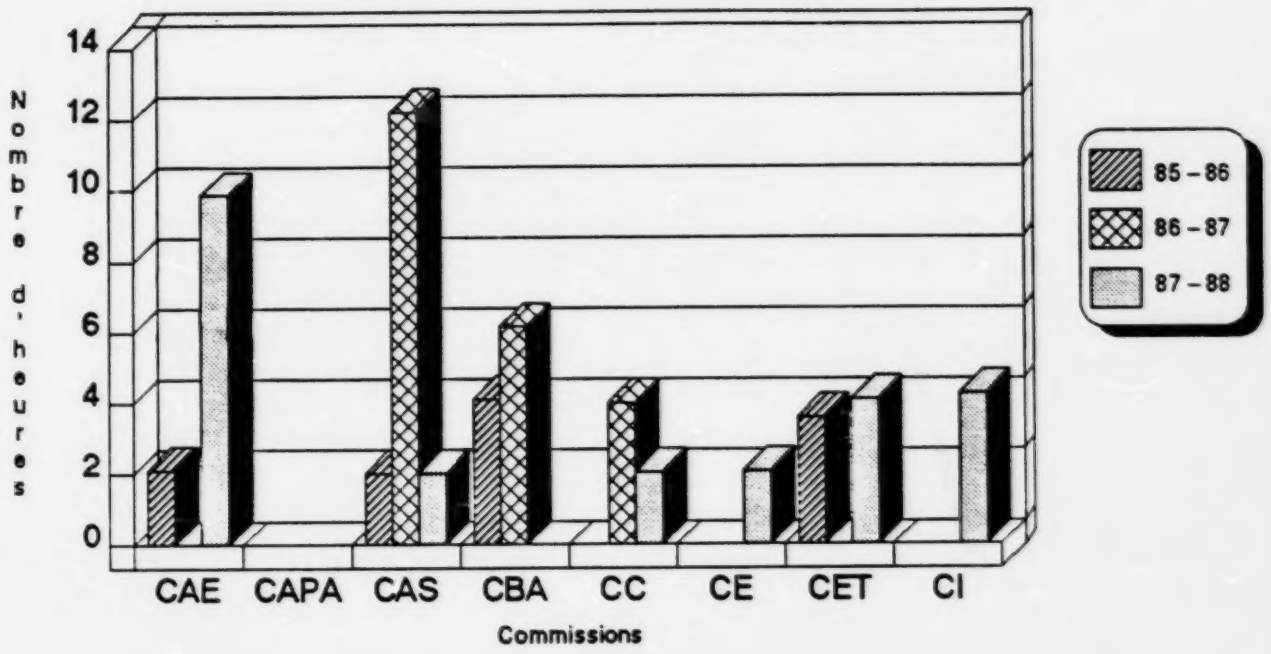
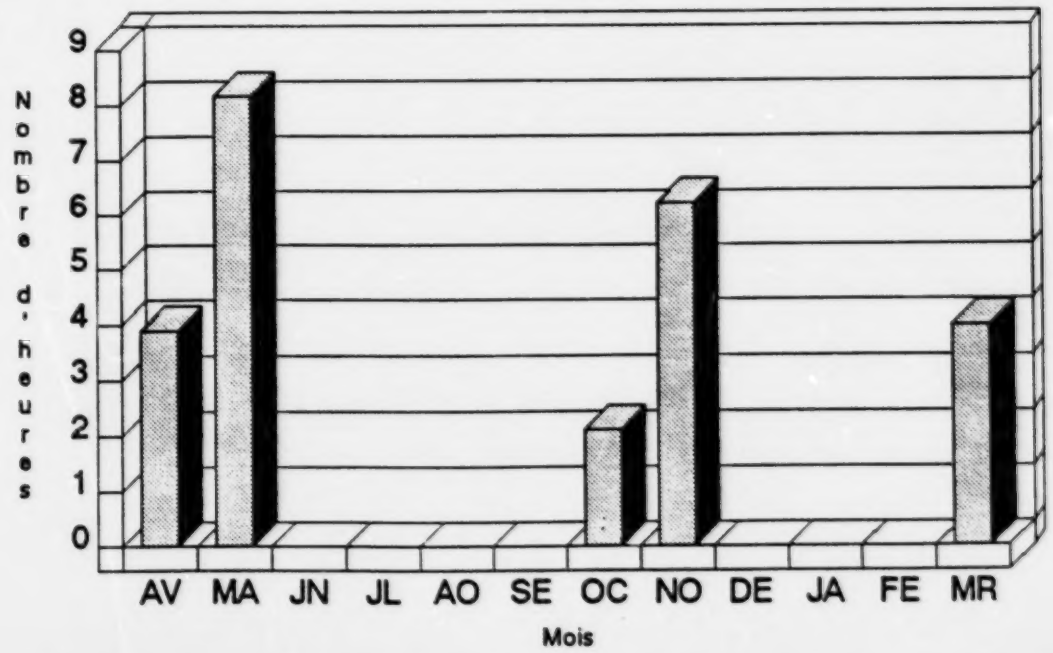


FIGURE 17 Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par mois (1987 - 1988)



Autres mandats confiés par l'Assemblée

Comme nous l'avons déjà signalé, l'étude des autres mandats de l'Assemblée est l'activité qui a, depuis deux ans, accru le plus considérablement sa part.

Dix-neuf mandats sont à l'origine de ces séances, dont 10 consultations générales, 7 consultations particulières et 2 études spécifiques.

Les consultations générales, par commission, ont porté sur:

- Les infrastructures de transport en commun de la région périphérique de Montréal (CAE - 27h37 - 23 témoins);

- Le document de proposition de la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise (CAE - 42h58 - 48 témoins);

- L'avant-projet de loi "Loi sur l'organisation territoriale municipale" (CAE - 2h28 - 3 témoins);

- L'avant-projet de loi "Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives" (CAE - 9h43 - 8 témoins);

- Le projet de politique de santé mentale pour le Québec tel qu'énoncé dans le rapport du comité spécial présidé par le Dr Gaston Harnois et rendu public le 30 septembre 1987 (CAS - 63h57 - 69 témoins);

- L'étude du document intitulé Pour une politique de sécurité du revenu (CAS - 110h07 - 112 témoins);

- L'examen des meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques relativement à la réduction de la taxe sur l'essence de 4,5 cents par litre dans ces régions (CET - 14h34 - 13 témoins);

. La position québécoise concernant la libéralisation des échanges commerciaux qui sont présentement en cours entre le Canada et les Etats-Unis (CET - 58h31 - 54 témoins);

. L'avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel (CET - 14h30 - 15 témoins);

. L'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et la publicité des droits (CI - 22h19 - 19 témoins).

Les consultations particulières ont porté sur:

. Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1936 (CBA - 11h54 - 1 témoin);

. Le niveau d'immigration pour les années 1988-1989 (CC - 18h57 - 15 témoins);

. L'étude des projets de règlement des comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation (CE - 24h15 - 23 témoins);

. La sous-traitance à Hydro-Québec (CET - 11h20 - 7 témoins);

. La proposition tarifaire d'Hydro-Québec (CET - 11h17 - 1 témoin);

. L'audition des représentations des membres de la Commission des institutions, de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au Lac Meech concernant la Constitution du Canada (CI - 56h12 - 38 témoins);

. L'étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale (CI - 10h08 - 1 témoin).

Les études spécifiques ont porté sur:

. Le débat sur le discours du budget (CBA - 9h44);

. L'accord de libre échange entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique (CET - 3h57).

TABLEAU 26 - Séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	16	82,77
CAPA	-	-
CAS	27	174,06
CBA	4	21,64
CC	4	18,95
CE	4	24,25
CET	17	114,12
CI	17	88,63
TOTAL	89	524,42

La répartition de la catégorie "Autres mandats de l'Assemblée" entre les commissions est très instable d'une année à l'autre, comme le révèle la figure 18. On note toutefois que 7 des 8 commissions ont procédé à ce type de mandat cette année, contre 6 et 3 commissions pour les deux années précédentes. Malgré cette instabilité, les autres mandats de l'Assemblée tendent à être moins inégalement répartis entre les commissions cette année, avec un écart-type de 10,6 (12,8 en 1986-1987; 18,6 en 1985-1986).

En 1987-1988, la grande majorité de ces mandats ont été effectués hors session, notamment dans les quelques mois qui ont précédé la rentrée parlementaire de l'automne et la reprise de la session du printemps, comme l'illustre la figure 19. On note en particulier que ce type de mandat a constitué l'activité principale en nombre d'heures pour les mois d'août (84%), septembre (95%) et janvier (83,3%).

FIGURE 18 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission

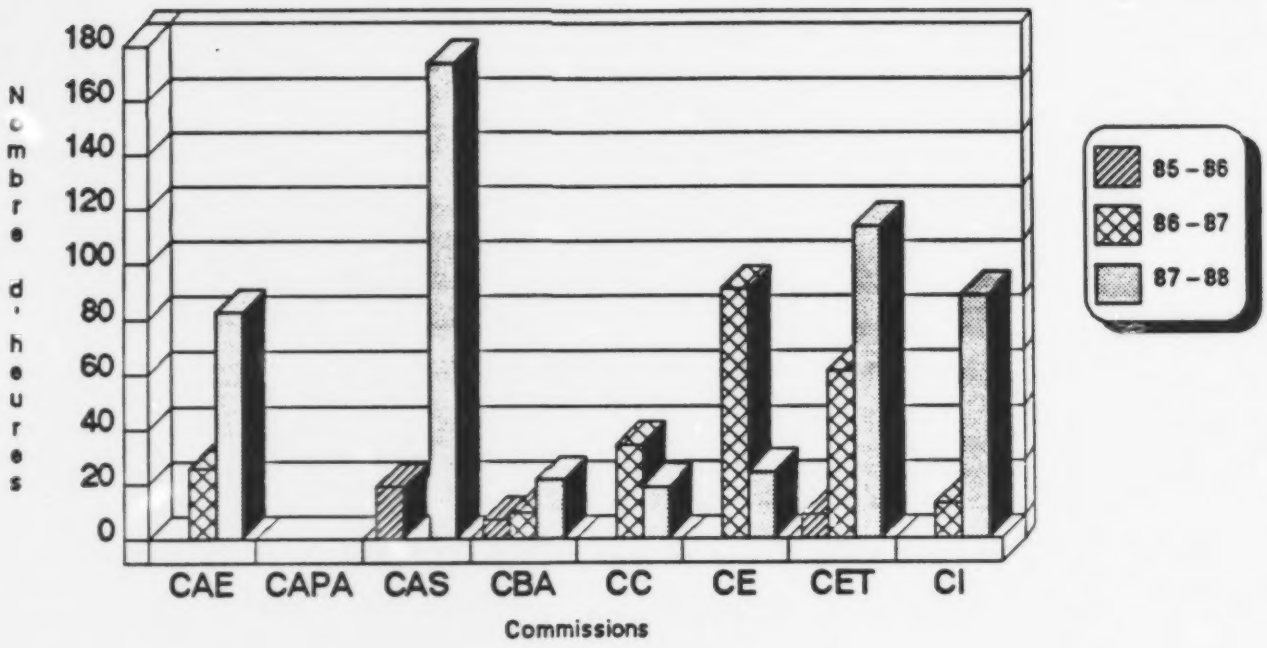
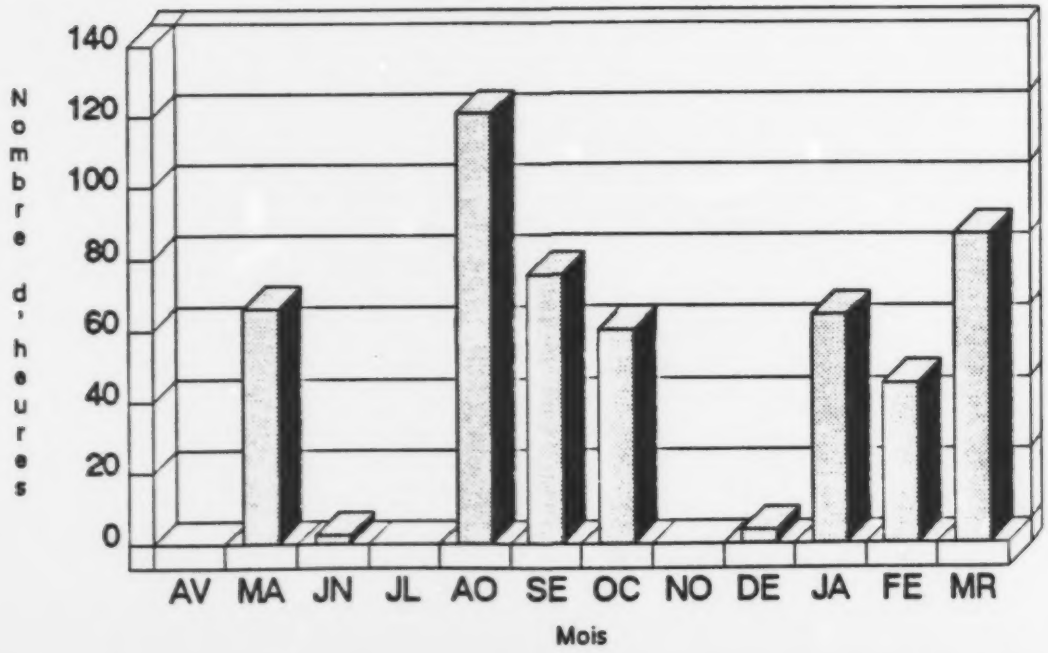


FIGURE 19 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats de l'Assemblée, par mois (1987 - 1988)



Législation déléguée

Bien que le Règlement prévoie que les commissions peuvent étudier les règlements ou les projets de règlement du gouvernement et des organismes publics, aucun mandat n'a été exécuté cette année dans le cadre de cette activité, contrairement à l'année dernière.

Surveillance d'organismes

En vertu du Règlement, chacune des commissions a l'obligation d'examiner annuellement les orientations, les activités et la gestion d'au moins un organisme public relevant de son champ de compétence.

TABLEAU 27 - Séances consacrées à la surveillance des organismes publics, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	-	-
CAPA	-	-
CAS	-	-
CBA	7	7,94
CC	-	-
CE	2	6,90
CET	-	-
CI	7	26,43
TOTAL	16	41,27

Contrairement à l'an dernier où les huit commissions avaient entrepris cette activité, le tableau 27 indique que seulement trois commissions ont tenu cette année des séances à cet effet, quoique deux autres commissions ont effectué le choix d'un organisme. La durée totale des surveillances d'organismes a par ailleurs connu une baisse de 35% par rapport au niveau de 1986-1987.

De plus, il convient de signaler que, des trois commissions qui ont tenu des séances à cet effet en 1987-1988, seulement deux d'entre elles avaient entrepris un nouveau mandat au cours de l'année, alors que la troisième a terminé une étude entreprise en 1986-1987.

Deux mandats étaient terminés au 31 mars 1988:

- La Commission des valeurs mobilières du Québec (CBA);
- Le Conseil des collèges (CE).

Un mandat avait été entrepris, mais non terminé:

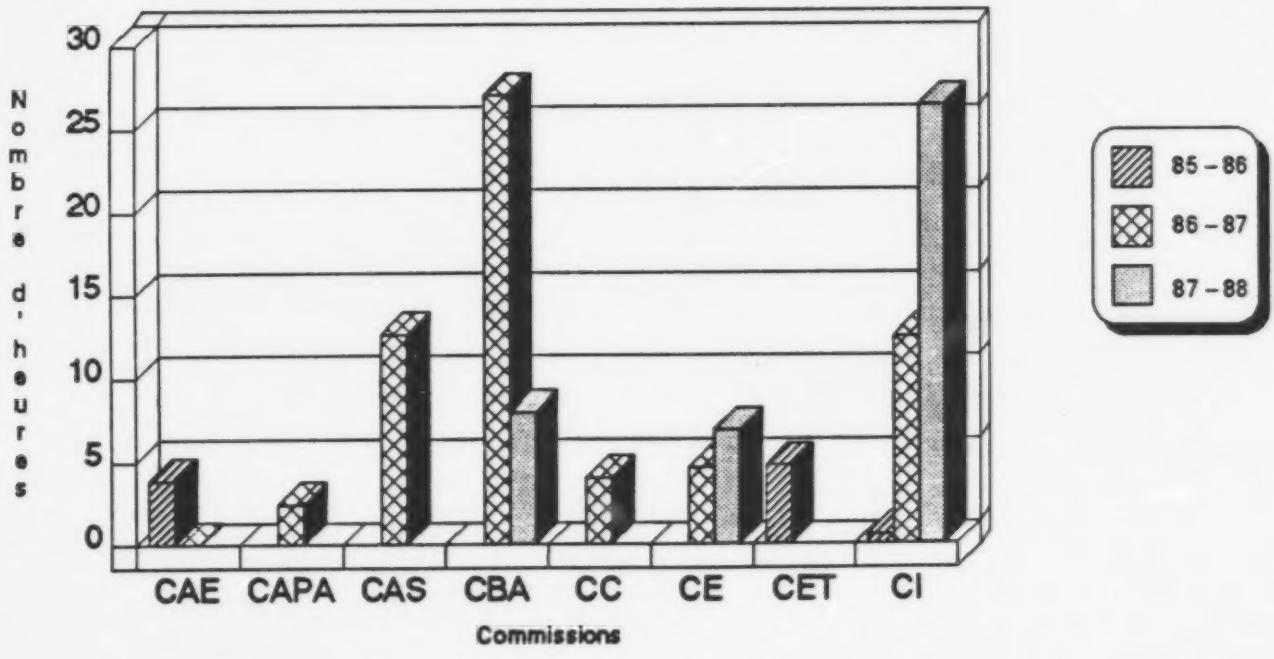
- La Commission des droits de la personne (CI).

Il est à remarquer également que les travaux de la CBA et de la CI ont été caractérisés par la tenue de consultations particulières étendues à plusieurs personnes et organismes concernés par la mission et les activités des organismes étudiés. Par ailleurs, la CBA a déposé à l'Assemblée un rapport contenant des observations, conclusions et recommandations.

La figure 20 illustre d'ailleurs l'ampleur qu'une commission peut accorder à ce type de mandat au cours d'une année précise. En 1987-1988, la CI a consacré trois fois plus de temps que toute autre commission à cette activité de telle sorte que 64% des travaux de surveillance d'organismes ont été exécutés par cette commission.

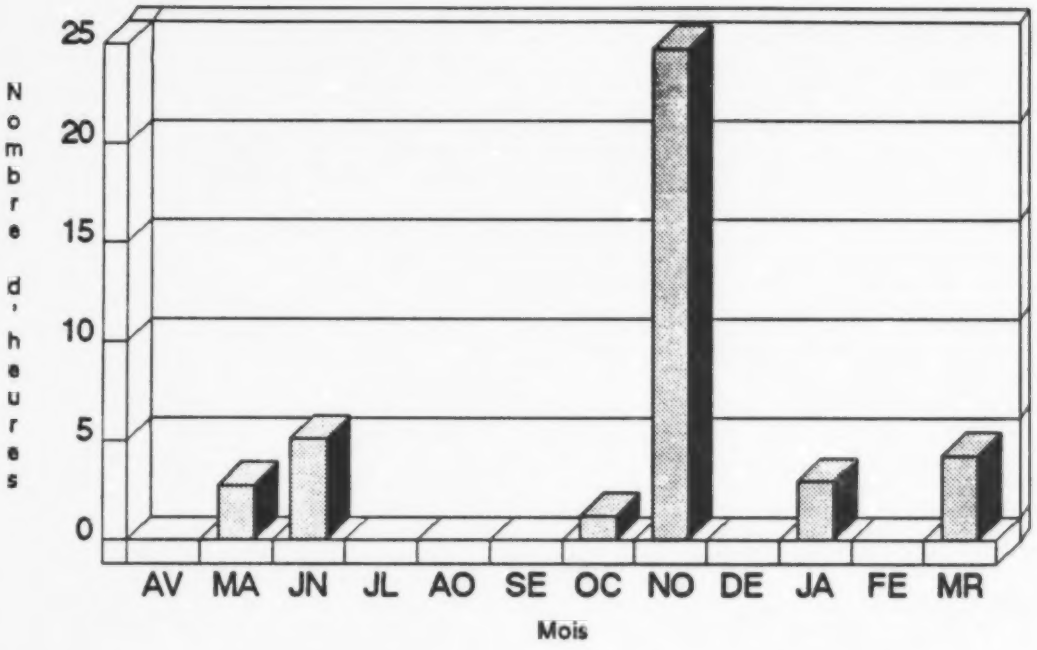
On observe un retour au déséquilibre dans la charge de travail relative à cette activité entre les commissions en 1987-1988, avec un écart-type de 20,9 (13,5 en 1986-1987; 20 en 1985-1986). On ne remarque par ailleurs aucune continuité dans l'exécution de ces travaux d'une année à l'autre.

FIGURE 20 Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission



La figure 21 illustre également que cette activité a été concentrée sur quelques mois en 1987-1988. Compte tenu du faible nombre des mandats, la concentration des heures de séance en quelques mois est associée au moment où une commission spécifique a tenu l'essentiel de ses travaux.

FIGURE 21 **Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par mois (1987 – 1988)**



Vérification des engagements financiers

Le Règlement stipule que chaque commission doit consacrer au moins une séance par trimestre à la vérification des engagements financiers pris par les différents ministères compris dans son champ de compétence.

On constate que cette activité a été à nouveau en hausse cette année, puisque les commissions ont tenu 10 séances de plus qu'en 1986-1987 et que la durée totale de cette activité s'est accrue de 32,2%.

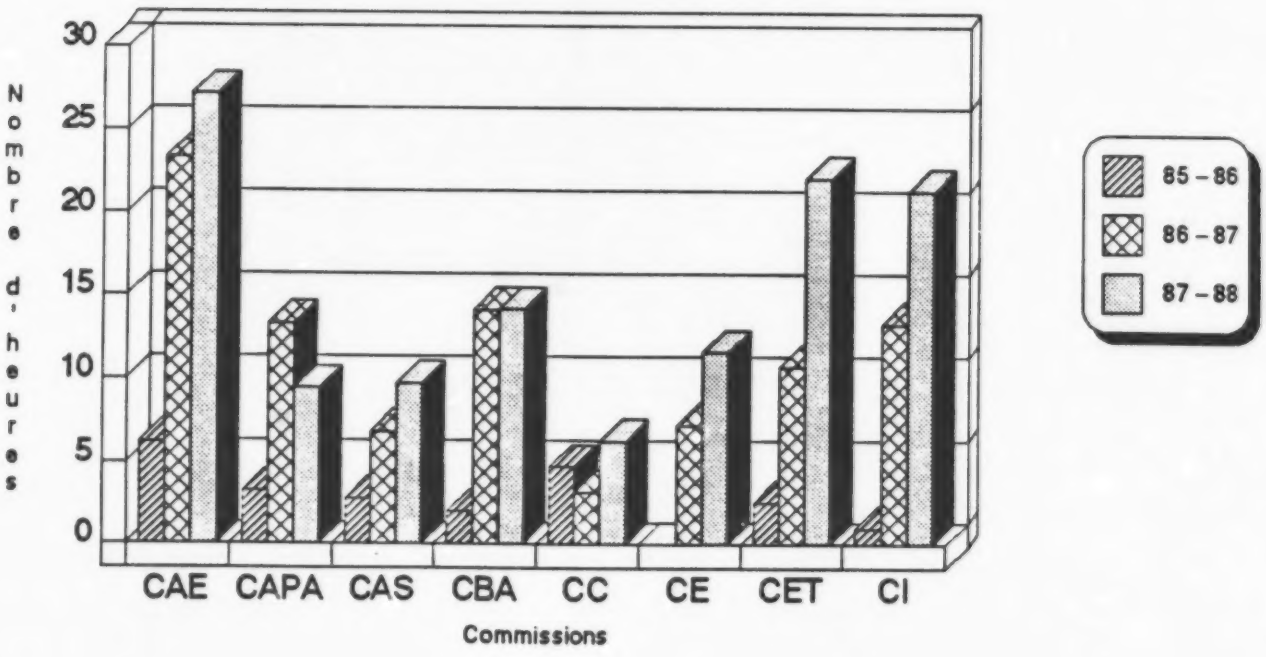
TABLEAU 28 - Séances consacrées à la vérification des engagements financiers, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	9	27,20
CAPA	4	9,42
CAS	5	9,73
CBA	8	14,16
CC	5	6,31
CE	3	11,64
CET	9	22,13
CI	8	21,37
TOTAL	51	121,96

La figure 22 montre que cette croissance a été le fait de la majorité des commissions, bien que la CET, la CI et la CE aient connu les plus fortes hausses. En revanche, les travaux de la CAPA ont décru tandis que la CBA a maintenu le même niveau d'activité que l'an dernier. Par ailleurs, l'écart de la répartition de la charge de travail entre les commissions tend à s'amenuiser, avec un écart-type de 5,7 (6,2 en 1986-1987; 8,2 en 1985-1986). Avec l'étude des crédits budgétaires, la vérification des engagements financiers est l'activité la plus également répartie entre les huit commissions sur toute la période.

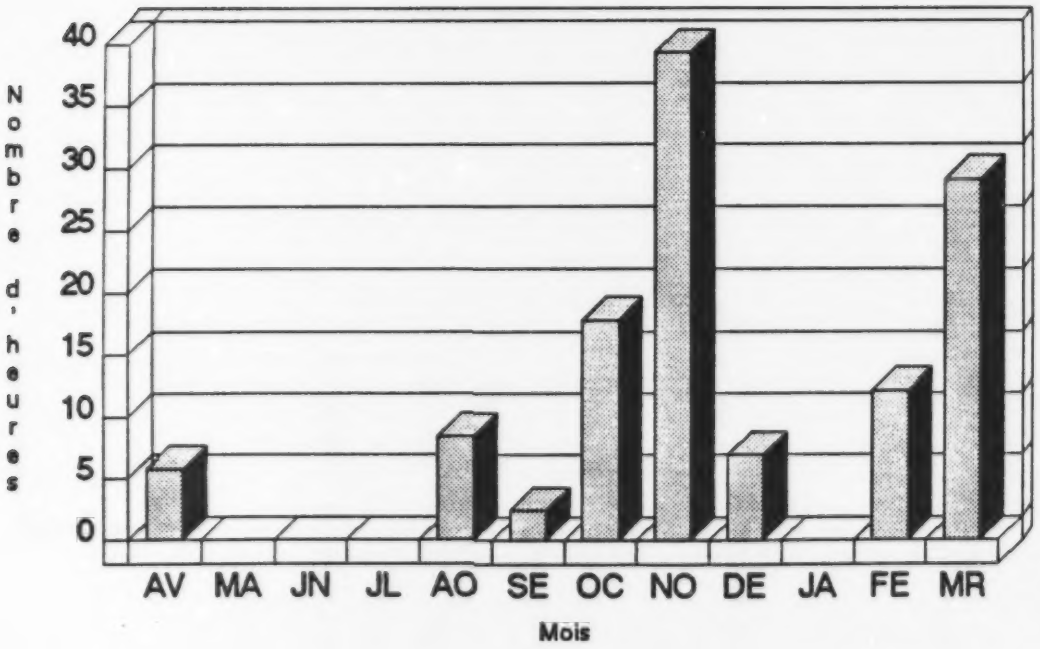
On observe par ailleurs une assez bonne stabilité dans la répartition de cette charge de travail entre les commissions lors des deux dernières années.

FIGURE 22 Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission



Malgré l'obligation trimestrielle, on constate à la lecture de la figure 23 que cette activité est plus souvent exécutée durant les premiers mois de la reprise des travaux de l'Assemblée que lors de tout autre mois. Certains mois ont été peu propices à la vérification des engagements parce que les commissions consacraient l'essentiel de leur temps à d'autres activités: juin et décembre, en raison de la prépondérance de la législation; août et septembre, en raison des nombreuses consultations; mai, en raison des crédits budgétaires.

FIGURE 23 Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par mois (1987 – 1988)



Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

Le tableau 29 indique que toutes les commissions ont tenu cette année des séances relatives à cette activité. Toutefois, la plupart de ces séances n'ont duré que quelques minutes afin de procéder à l'élection des présidents et vice-présidents de commission. Deux commissions échappent à cette règle:

- La CBA a tenu deux séances d'étude trimestrielle de la politique budgétaire et de l'évolution des finances publiques, conformément à l'article 292 du Règlement;

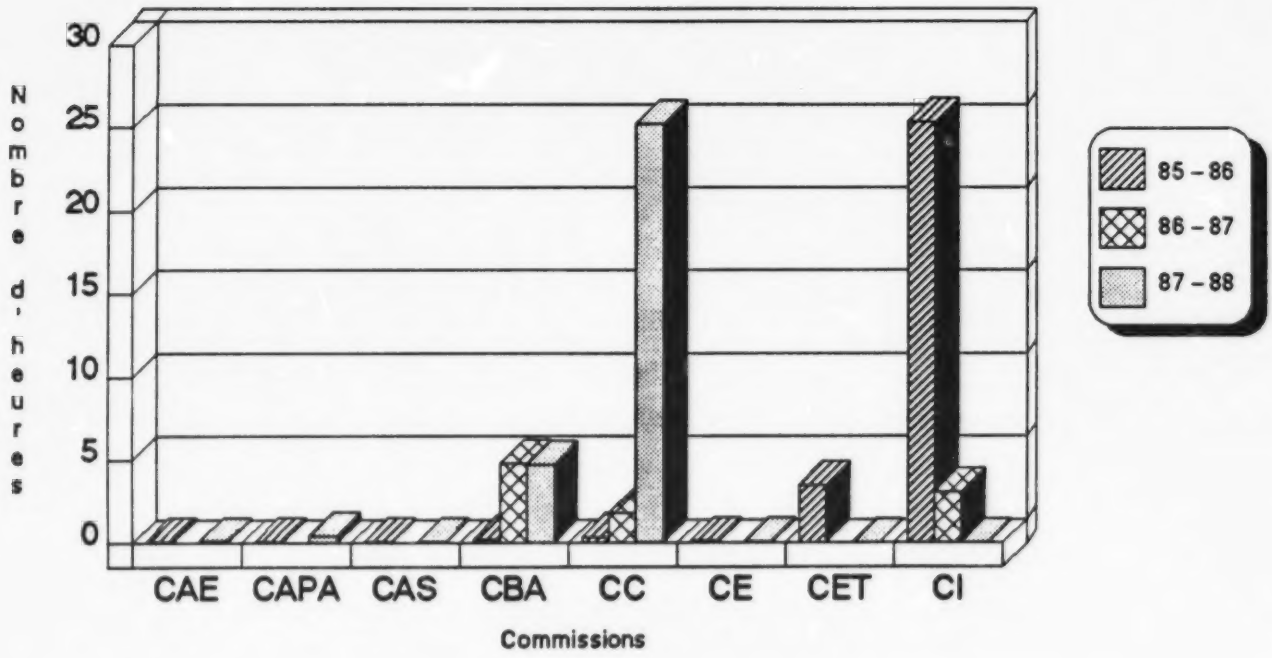
- La CC a procédé a deux mandats découlant des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, soit l'étude du rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information pour l'année 1986-1987, ainsi que l'étude du rapport sur la mise en oeuvre de la loi.

TABLEAU 29 - Séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	2	0,15
CAPA	3	0,43
CAS	2	0,10
CBA	3	4,74
CC	8	25,23
CE	2	0,12
CET	1	0,06
CI	1	0,06
TOTAL	22	30,89

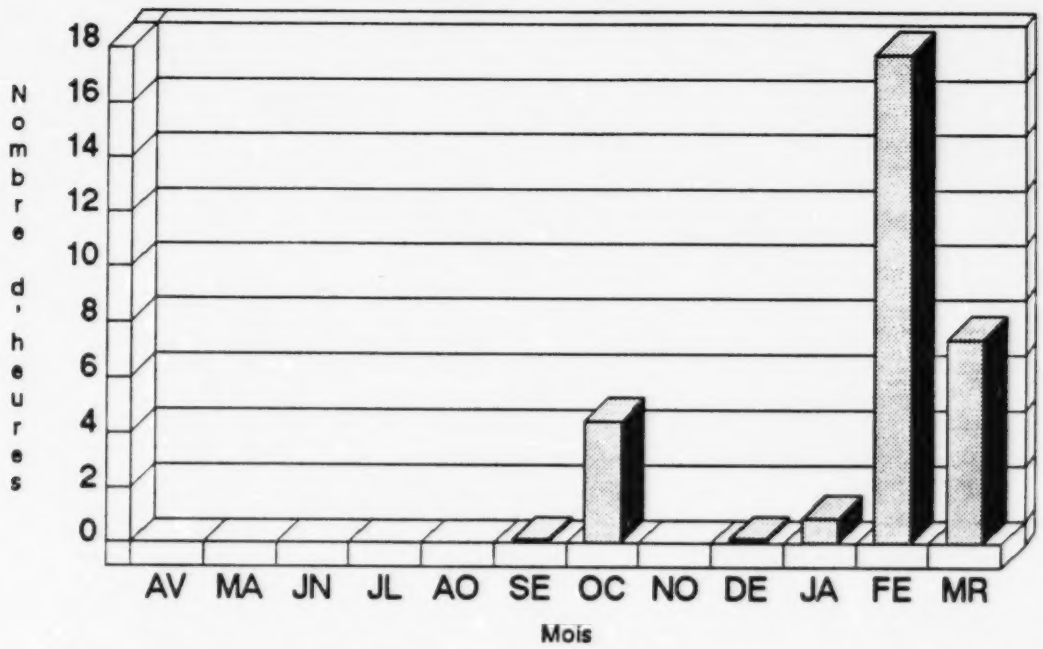
La figure 24 illustre les forts écarts qu'on peut observer d'une année à l'autre entre les commissions pour ce type d'activité. Sauf pour la CBA qui a un mandat obligatoire en vertu du Règlement, on note l'absence totale de continuité au sein des commissions pour toute la période. Par ailleurs, l'écart-type de 26,6 indique que cette activité figure parmi celles dont la répartition est la plus inégale entre les commissions (17,9 en 1986-1987; 27,5 en 1985-1986).

FIGURE 24 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission



La figure 25 illustre que cette activité a été concentrée en quelques mois. Il est à noter que toutes les commissions ont procédé à l'élection de leur président et de leur vice-président le 16 mars 1988, alors que les travaux exécutés pour les autres mois correspondent aux moments particuliers où la CC et la CBA ont exécuté leurs mandats.

FIGURE 25 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par mois (1987 – 1988)



Études entreprises à l'initiative des commissions

En 1987-1988, deux commissions ont entrepris l'étude de questions d'intérêt public de leur propre initiative, ce qui, sans atteindre le niveau observé en 1985-1986, se distingue de l'année dernière alors qu'aucune commission n'avait tenu ce type de mandat.

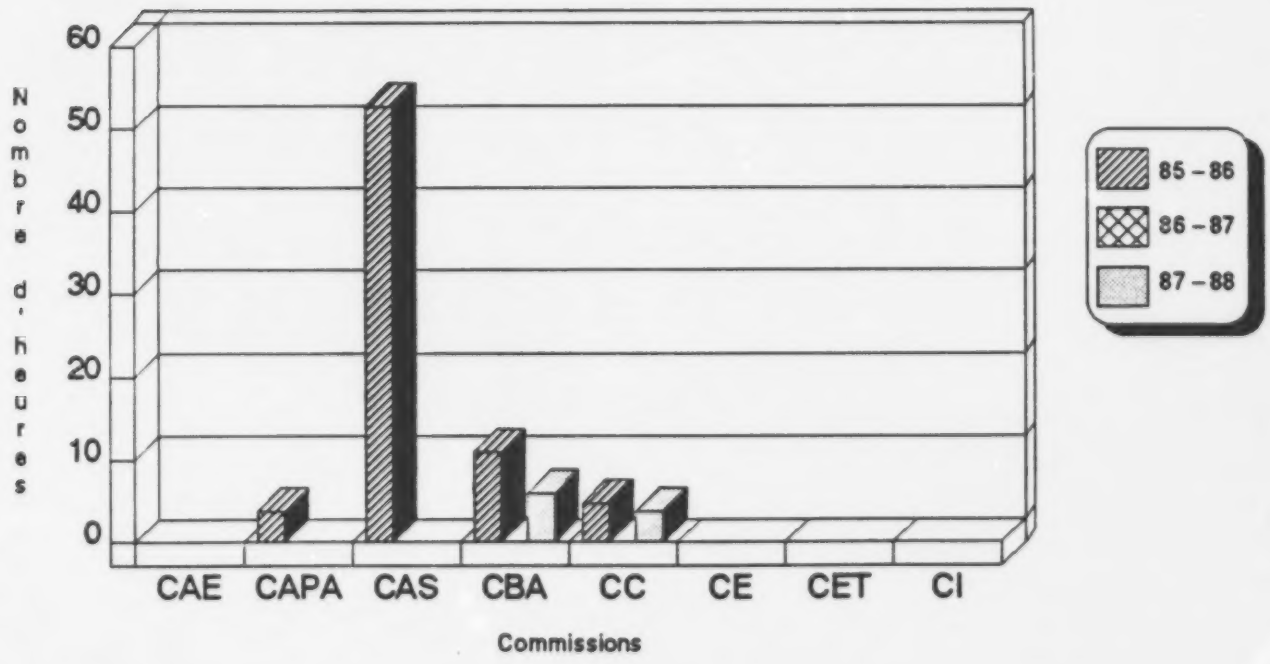
TABLEAU 30 - Séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commissions, en nombre et en heures

Commissions	Séances	Heures
CAE	-	-
CAPA	-	-
CAS	-	-
CBA	2	6,01
CC	2	3,84
CE	-	-
CET	-	-
CI	-	-
TOTAL	4	9,85

La CC a entrepris et complété deux consultations particulières, l'une sur le changement de programmation concernant la période des questions de l'Assemblée nationale à Radio-Québec, l'autre sur le document intitulé Le député et la Loi sur l'accès. Quant à la CBA, il s'agit de l'étude du rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1987.

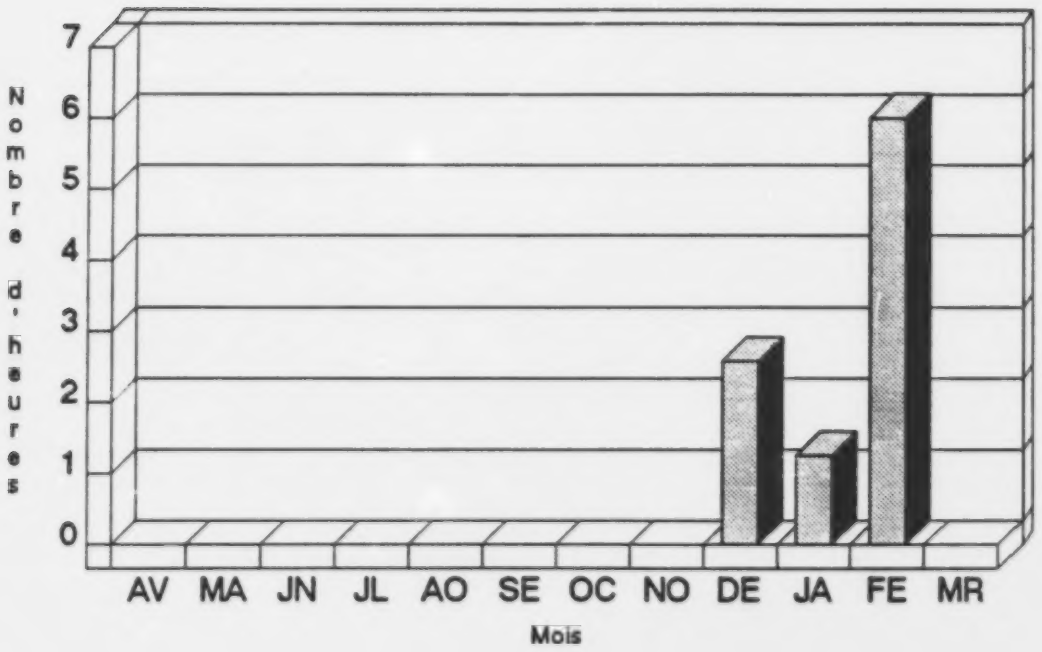
Ce type d'activité figure parmi celles qui sont les plus inégalement réparties entre les commissions, comme l'indique l'écart-type de 22,3 (23,4 en 1985-1986). L'expérience montre en effet que ces mandats ne sont entrepris que par quelques commissions chaque année depuis qu'elles ont obtenu ce pouvoir lors de la réforme parlementaire de 1984. On ne remarque par ailleurs aucune continuité d'une année à l'autre dans l'exécution de cette activité chez les commissions.

FIGURE 26 Répartition des heures de séances consacrées aux études entreprises à l'initiative des commissions, par commission



La figure 27 montre qu'en 1987-1988, l'exécution des mandats d'initiative a été très concentrée dans le temps et, à l'instar des autres mandats du Règlement, on constate que la répartition des travaux correspond au moment où chacune de deux commissions a tenu ses séances.

FIGURE 27 Répartition des heures de séances consacrées aux études entreprises à l'initiative des commissions, par mois (1987 – 1988)



Organisation générale

Le tableau 31 montre que six des huit commissions ont tenu des séances reliées à l'organisation de leurs travaux en 1987-1988. Comme nous l'avons noté plus haut à l'égard des séances de travail, qui constituent le mode privilégié d'exécution de ce type d'activité, l'organisation générale est en baisse de près de 50% cette année en nombre de séances, et de 65% en heures en comparaison avec 1986-1987. On observe par ailleurs une baisse importante de la durée totale des séances d'organisation générale depuis 1985-1986.

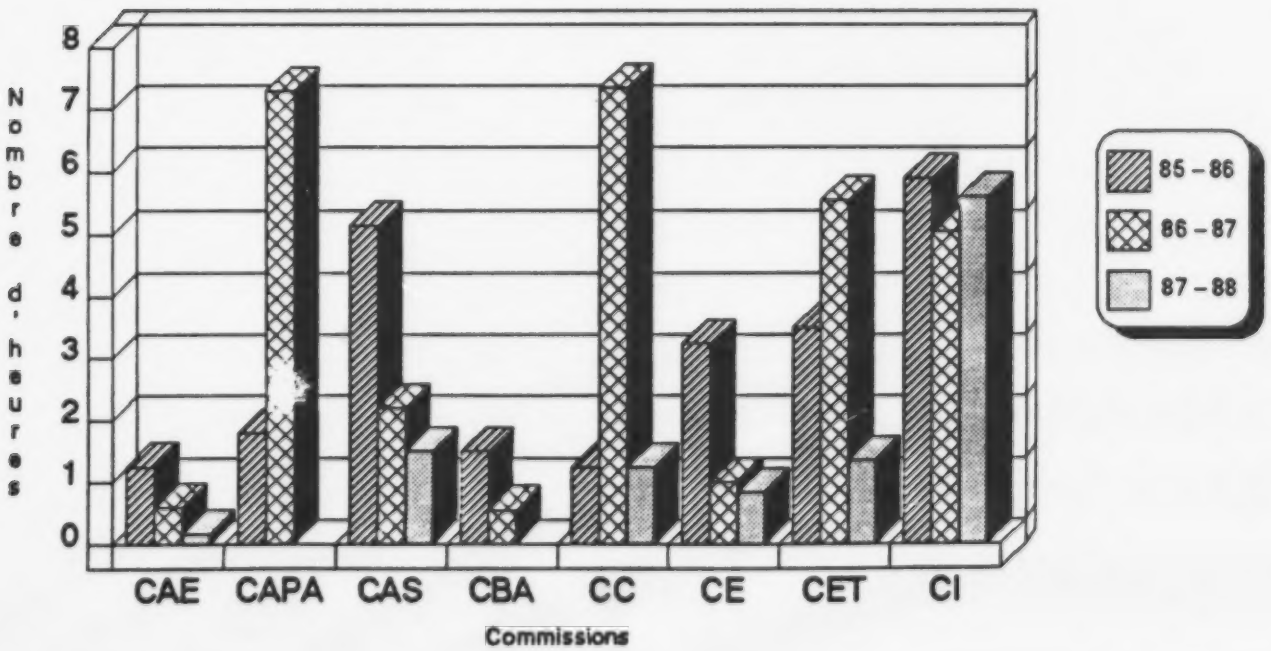
TABLEAU 31 - Séances consacrées à l'organisation générale, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	1	0,17
CAPA	-	-
CAS	2	1,50
CBA	-	-
CC	2	1,24
CE	1	0,83
CET	1	1,35
CI	5	5,60
TOTAL	12	10,69

La figure 28 illustre que la répartition des heures de séances de travail reliées à l'organisation générale est relativement inégale entre les commissions, et que ce déséquilibre s'accentue cette année avec un écart-type de 16 (9,3 en 1986-1987; 7,1 en 1985-1986). Cela résulte en grande partie du fait qu'une commission, la CI, accapare plus de 50% de la durée totale de ces séances, tandis que deux commissions n'ont tenu cette année aucune séance de travail, contrairement à la pratique observée depuis trois ans.

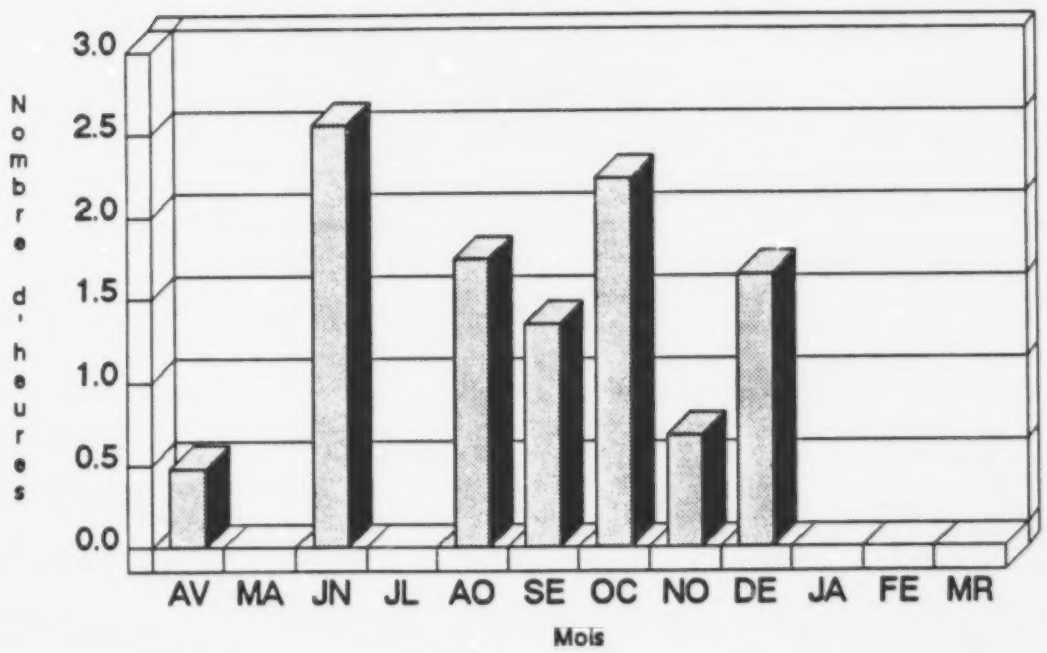
À l'exception de la CI, on n'observe aucune continuité de cette activité parmi les commissions pour la période.

FIGURE 28 Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par commission



Enfin, la figure 29 indique que le temps consacré à cette activité a été réparti sur sept mois de l'année 1987-1988. Il semble également que les séances d'organisation générale ait lieu plus souvent à l'automne, avant la reprise de la session parlementaire, et lors des deux mois de la période des travaux intensifs, ce qui dénoterait le besoin des commissions de planifier leurs travaux pour les périodes sessionnelles à venir.

FIGURE 29 Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par mois (1987 – 1988)



CHAPITRE QUATRE
LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE

Les données statistiques sur la Commission de l'Assemblée nationale et la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire sont traités dans ce chapitre particulier parce que leurs mandats et leur mode de fonctionnement comportent de nombreuses particularités qui rendent difficile la comparaison avec les autres commissions.

Le rôle essentiel de la Commission de l'Assemblée nationale est de veiller au bon fonctionnement de l'Assemblée et de ses commissions, tant dans leur organisation que dans leur fonctionnement interne. Quant à la Sous-commission, elle a le mandat spécifique d'étudier les questions reliées à la réforme parlementaire.

En 1987-1988, la Commission de l'Assemblée a presque quadruplé le nombre de ses séances par rapport à l'année précédente. Le tableau 32 indique que plus de 95% de ses travaux ont porté sur un seul mandat, soit la poursuite de l'enquête entreprise en 1986-1987 sur la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Elle s'est également réunie afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 113 - Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale (3,7%). Enfin, elle a tenu deux séances afin de procéder à la répartition des présidences de commission et de voir à leur composition, ainsi qu'à certaines modifications du Règlement concernant ce dernier sujet.

En 1987-1988, le comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale s'est réuni à sept reprises. En revanche, la Sous-commission ne s'est pas réunie.

TABLEAU 32 - Séances et heures de séances de la Commission de l'Assemblée nationale, par activité

Activité	Séances	Heures
Projets de loi publics	1	2,42
Projets de loi d'intérêt privé	-	-
Crédits budgétaires	-	-
Interpellations	-	-
Autres mandats de l'Assemblée	16	62,15
Législation déléguée	-	-
Surveillance des organismes publics	-	-
Engagements financiers	-	-
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	2	0,35
Études (mandats d'initiative)	-	-
Organisation générale	-	-
TOTAL	19	64,92

CHAPITRE CINQ
LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET LES AUTRES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

Nous avons regroupé à l'intérieur de ce chapitre l'ensemble des éléments relatifs au fonctionnement et à certaines activités des commissions.

Comité directeur

Le tableau 33 indique que les commissions ont eu à nouveau recours cette année à leur comité directeur, composé du président, du vice-président et du secrétaire, afin de planifier les travaux et de régler des problèmes liés à ceux-ci, évitant ainsi de réunir tous les membres des commissions en séance de travail.

TABLEAU 33 - Comités directeurs

Commissions	Réunions
CAE	7
CAPA	1
CAS	2
CBA	6
CC	6
CE	8
CET	4
CI	4
TOTAL	38

On observe cette année une baisse dans le nombre de réunions des comités directeurs. On note toutefois que le recours à ce mode de fonctionnement a été étendu à toutes les commissions en 1987-1988, contrairement à l'an dernier, et que le nombre de réunions a été mieux réparti entre les huit commissions.

Sous-commission

Pour les besoins de l'exécution d'un mandat, le Règlement permet aux commissions de former des sous-commissions composées d'un nombre restreint de leurs membres.

Au cours de l'année, une seule commission, la CI, a eu recours à ce mode de fonctionnement lors de la consultation générale qu'elle a tenue sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits.

La même commission avait également été la seule à utiliser ce moyen en 1986-1987. Rappelons qu'en 1985-1986, 15% de l'ensemble des séances et plus de 23% des heures de séances avaient été effectuées en sous-commission.

Présidence des séances

En 1987-1988, les commissions ont eu tendance à faire plus appel à des présidents de séance que dans le passé. En effet, les présidents de séance ont dirigé les travaux des commissions dans une proportion de 27,6% (17% en 1986-1987; 2,5% en 1985-1986), les présidents de commission dans une proportion de 48,3% (59% en 1986-1987; 88% en 1985-1986), et les vice-présidents dans 21,3% des cas (24% en 1986-1987; 5,5% en 1985-1986).

TABLEAU 34 - Présidence des séances

Commissions	Président de la commission	Vice-président de la commission	Président de séance	Autre	TOTAL
CAE	29	61	16	3	109
CAPA	11	1	14	2	28
CAS	46	-	13	1	60
CBA	28	-	31	1	60
CC	30	-	2	1	33
CE	14	-	6	2	22
CET	17	10	25	1	53
CI	40	23	17	1	81
TOTAL	215	95	123	12	446

On constate à la lecture du tableau 34 que les travaux ont aussi été dirigés à l'occasion par une autre personne. Il s'agit dans la plupart des cas du Président ou du Vice-président de l'Assemblée nationale qui ont présidé à l'élection des présidents et des vice-présidents de commissions, comme le stipule le Règlement.

Ressources professionnelles autres que le personnel régulier

En 1987-1988, les commissions ont engagé 12 personnes afin de leur fournir un support à la recherche, dont 9 recherchistes et 3 experts-conseils.

Ce support à la recherche a représenté 539,3 jours/personne, dont 91,2% à titre de recherchiste et 8,8% à titre d'expert-conseil. Par ailleurs, 54% de ce support à la recherche a été alloué à la surveillance d'organismes, 19,3% aux autres mandats de l'Assemblée, 15% aux mandats prévus par le Règlement ou par une loi, et enfin 11,7% aux mandats d'initiative.

Parmi les 9 recherchistes ayant assisté les commissions, 7 étaient rattachés à la Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, pour un total de 383 jours/personnes (77,8%); un recherchiste a été engagé à contrat par une commission pour 86 jours/personne (17,5%) et un autre a fait l'objet d'un prêt de service de la part d'un ministère pendant 23 jours/personne (4,7%).

Les trois experts-conseils ont été engagés à contrat par les commissions pour une durée totale de 47,3 jours/personne.

Déplacements des commissions

Deux commissions se sont prévalues l'an dernier de la possibilité de siéger à l'extérieur de l'Hôtel du Parlement.

En août 1987, la CAE s'est déplacée à Montréal et a tenu 8 séances publiques afin de procéder à deux consultations générales, l'une concernant le document de propositions sur la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise, l'autre sur les infrastructures de transport en commun de la région de Montréal.

La CI a également tenu une séance de travail à Montréal en janvier 1988 dans le cadre de l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des droits de la personne.

Des députés et des fonctionnaires ont par ailleurs été délégués par les commissions à des conférences et des colloques. Ainsi, des délégations de la CE ont participé à un colloque à Québec, en mai 1987, sur la recherche et les progrès en éducation, puis à Ottawa, en août 1987, au congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation en langue française (ACELF). Une délégation de la CET a participé en septembre 1987, à Montréal, au Congrès mondial des entreprises à forte croissance économique (Réseau 1987).

Personnel de soutien

Les secrétaires de commission ont pu compter sur la collaboration de personnel de soutien efficace pour les seconder dans leur travail. Ainsi, une agente de secrétariat a assisté chaque secrétaire durant les séances pour calculer le temps d'intervention de chaque membre des commissions et s'occuper de la gestion de la documentation lors de ces séances. De plus, l'équipe des préposés aux documents du Secrétariat des commissions a été en mesure de satisfaire les demandes d'information et de documentation, notamment au plan législatif, des différentes commissions.

Consultations générales et particulières

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'année 1987-1988 a été caractérisée par un fort accroissement des consultations publiques. Le tableau 35 indique que les commissions ont tenu 32 consultations cette année, au cours desquelles 556 personnes ou organismes ont été entendus et 598 mémoires ont été reçus, soit un accroissement de 39% en termes de mandats, de 54,4% en témoins entendus, et de 73,8% en mémoires reçus par rapport à l'an dernier.

TABLEAU 35 - Nombre de consultations, de témoins entendus et de mémoires déposés, par commission

Commissions	Mandats CP	Mandats CG	Témoins	Mémoires
CAE	1	4	84	91
CAPA	1	-	11	11
CAS	2	2	208	259
CRA	3	1	10	7
CC	5	1	49	52
CE	2	-	19	26
CET	3	3	100	103
CI	3	1	75	49
TOTAL	20	12	556	598

Le tableau 36 montre que chacune des commissions a utilisé l'un ou l'autre des modes de consultation publique, soit la consultation générale qui s'adresse à l'ensemble de la population et qui est obligatoirement précédée d'un avis public dans les grands quotidiens, ou la consultation particulière qui est limitée à quelques personnes ou organismes sélectionnés par la Commission elle-même ou par l'Assemblée en raison de leur connaissance ou de leur expérience particulière de la question étudiée. Les commissions ont tenu 12 consultations générales (5 en 1986-1987) et 20 consultations particulières cette année (18 en 1986-1987). De plus, les consultations générales et particulières ont totalisé 30,3% des séances et 45,9% des heures du total des travaux des commissions en 1987-1988.

TABLEAU 36 - Consultations particulières et générales, en nombre de séances et d'heures, par commission

Commissions	Consultations Particulières		Consultations Générales		Total	
	Séances	Heures	Séances	Heures	Séances	Heures
CAE	1	2,55	16	82,77	17	85,32
CAPA	3	11,98	-	-	3	11,98
CAS	8	35,15	27	174,07	35	209,22
CBA	11	25,88	2	4,87	13	30,75
CC	10	33,10	7	22,50	17	55,60
CE	6	31,15	-	-	6	31,15
CET	8	40,95	12	87,58	20	128,53
CI	19	92,77	5	22,31	24	115,08
TOTAL	66	273,53	69	394,10	135	667,63

La figure 30 illustre que trois commissions ont utilisé les consultations publiques comme mode de fonctionnement privilégié en 1987-1988: 76,2% des travaux de la CAS ont été réalisés par ce mode, 53,1% pour la CET et 50,9% pour la CI. Quant à la répartition des consultations dans le temps, la figure 31 démontre qu'elles ont eu lieu principalement lors des mois qui précèdent ou suivent immédiatement la reprise de la session, à l'automne et au printemps.

FIGURE 30 Répartition des heures de séances de consultation, par commission (1987 – 1988)

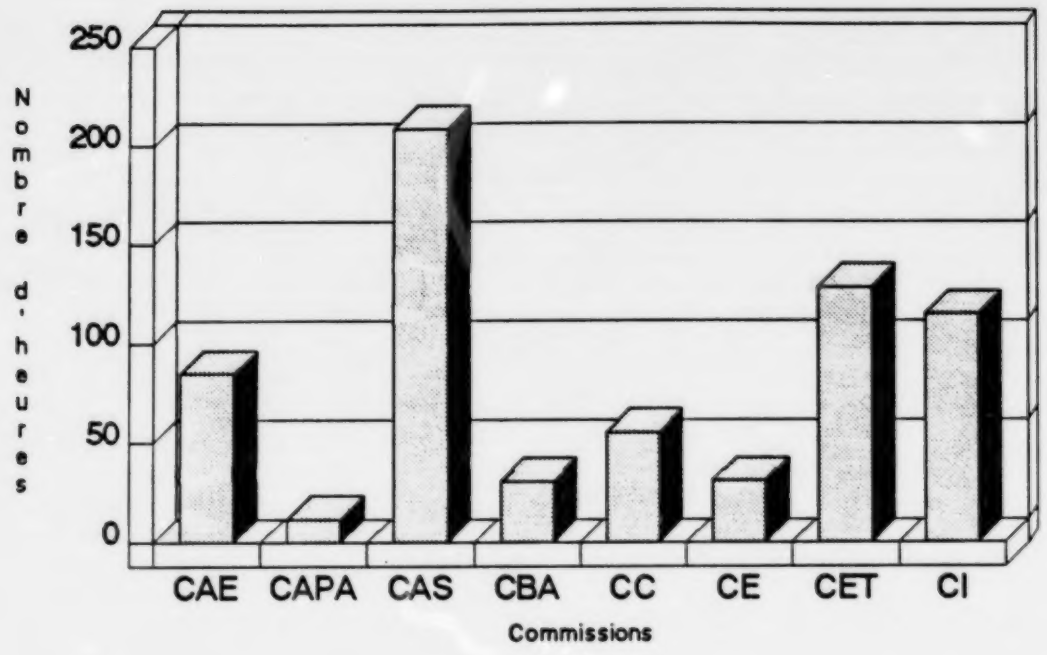
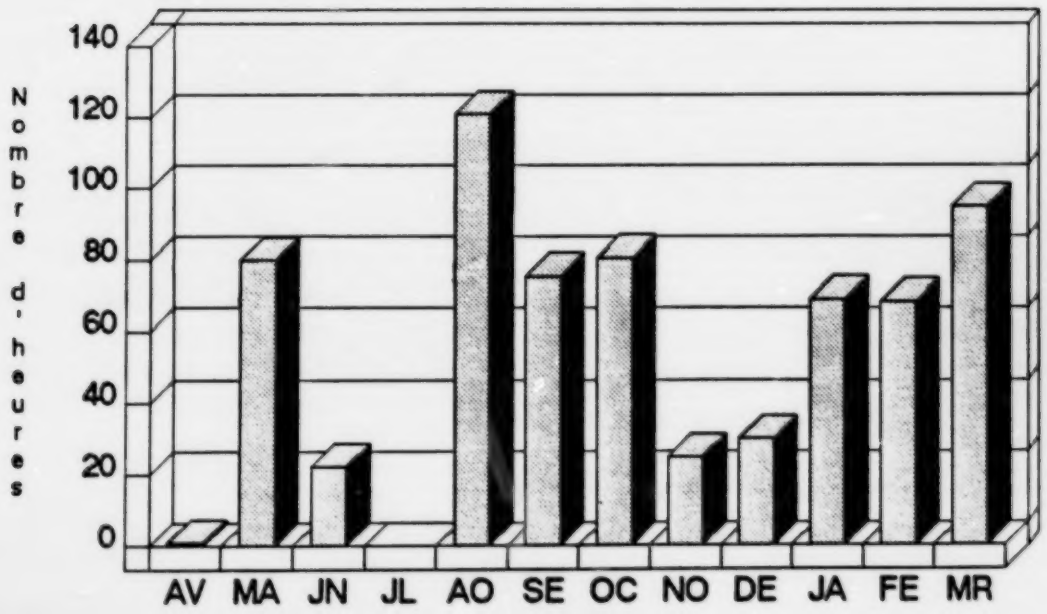


FIGURE 31 Répartition des heures de séances de consultation, par mois (1987 – 1988)



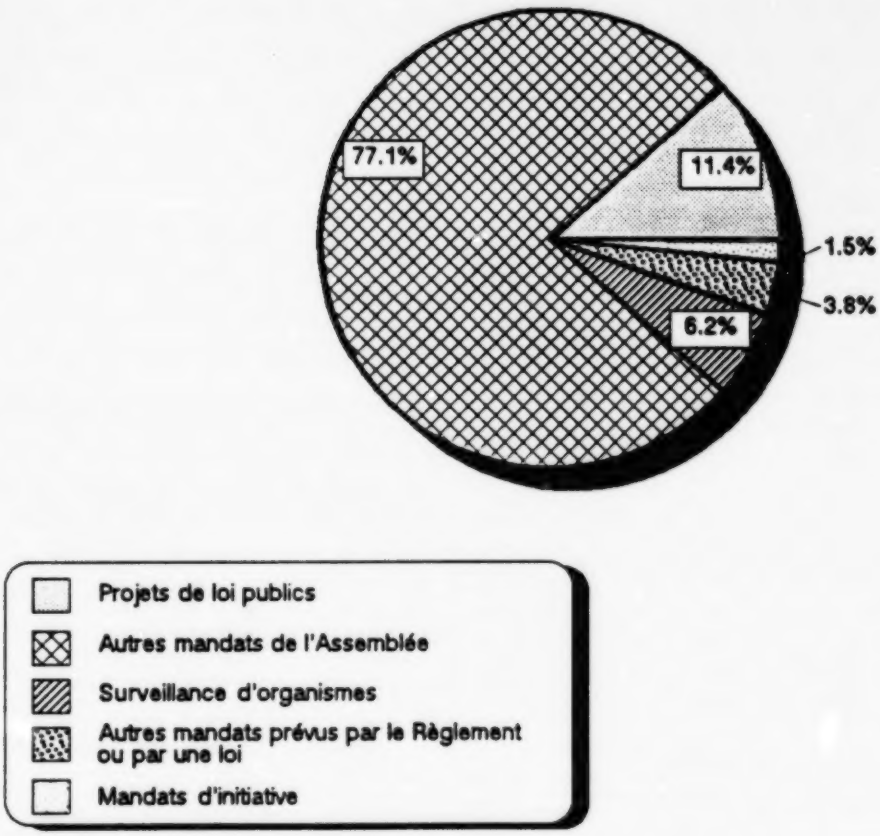
La lecture en parallèle des tableaux 35 et 36 fait ressortir la relation entre le nombre de témoins entendus et la durée des consultations publiques. Dans l'ensemble, on constate que les commissions ont entendu en moyenne un témoin de l'heure lors des consultations générales, alors que la durée de l'audition est plus longue lors des consultations particulières. Cela s'explique en grande partie par la nature de certaines consultations particulières alors que les commissions entendent seulement quelques personnes ou organismes ayant une expérience particulière du domaine examiné.

Le tableau 37 montre justement que ce mode de fonctionnement peut être ulitisé pour différents types d'activité. En 1987-1988, comme l'illustre la figure 32, la grande majorité des consultations ont été reliées à l'exécution des "Autres mandats de l'Assemblée" et, dans une moindre mesure, à l'étude des projets de loi publics.

TABLEAU 37 - Heures de séances de consultation, selon le type d'activité, par commission

Commissions	Projets de loi publics	Autres mandats de l'Assemblée	Surveillance d'organismes	Autres mandats du Règlement ou d'une loi	Mandats d'initiative	Total
CAE	2,55	82,77	-	-	-	85,32
CAPA	11,98	-	-	-	-	11,98
CAS	35,15	174,07	-	-	-	209,22
CBA	4,86	11,92	7,95	-	6,02	30,75
CC	7,62	18,95	-	25,18	3,85	55,60
CE	-	24,25	6,90	-	-	31,15
CET	14,40	114,13	-	-	-	128,53
CI	-	88,65	26,43	-	-	115,08
TOTAL	76,56	514,74	41,28	25,18	9,87	667,63

FIGURE 32 Répartition des heures de séances de consultation, par activité



CHAPITRE SIX
ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

L'état des dépenses des commissions pour l'année financière 1987-1988 est présenté dans les pages qui suivent.

Ces états financiers sont produits conformément à l'article 14 du Règlement sur les ressources financières et le personnel attribués aux commissions et aux sous-commissions (Décision numéro 105), qui stipule qu'à la fin de chaque exercice financier, le rapport financier de chaque commission est intégré au rapport du Secrétariat des commissions.

Le budget 1987-1988

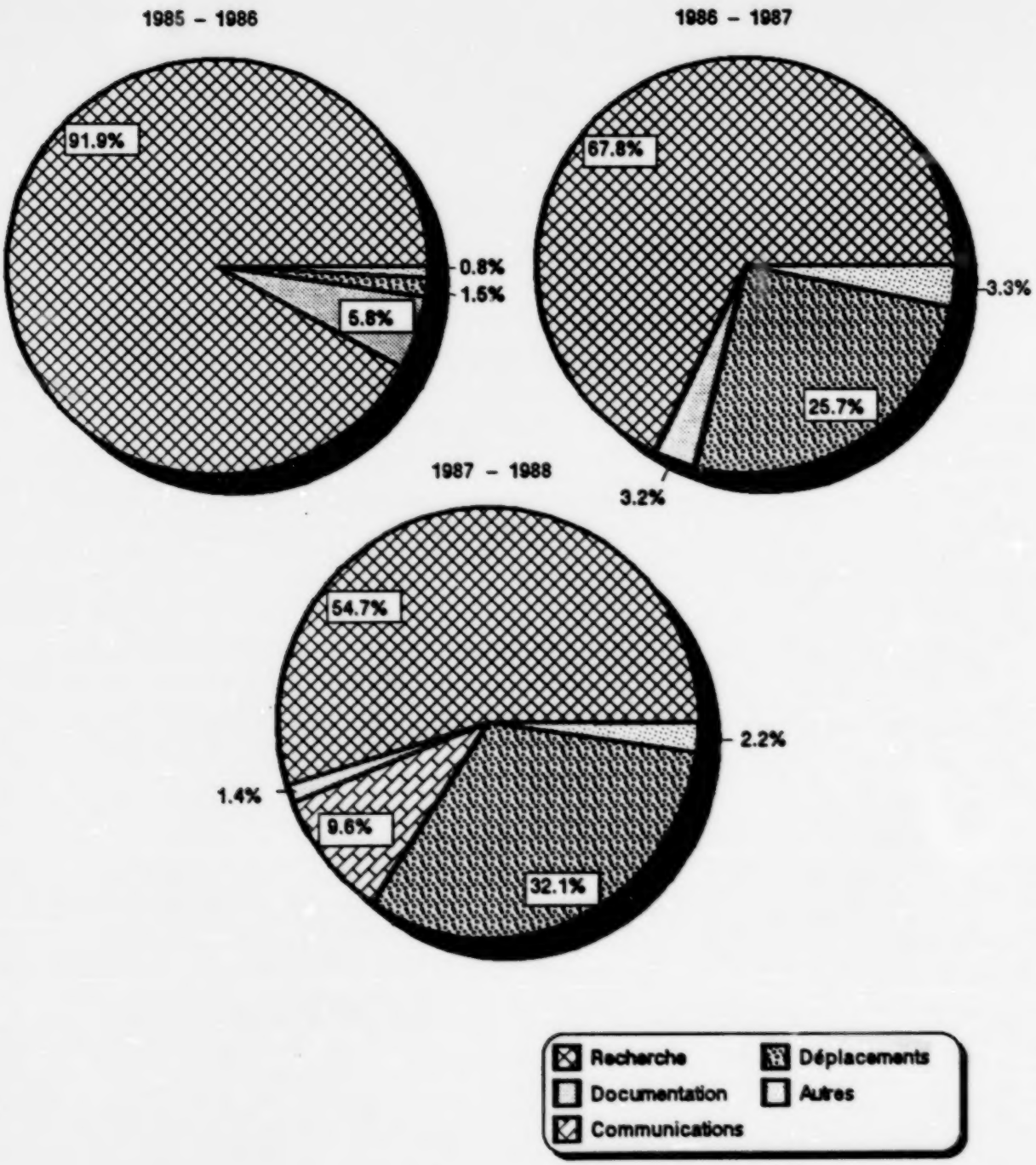
Le Bureau de l'Assemblée nationale a alloué un budget de 300 000 $ aux commissions pour l'année financière 1987-1988, soit le même montant que pour les deux derniers exercices.

Une enveloppe de 25 000 $ a été allouée à chacune des huit commissions, tandis qu'une somme 100 000 $ a été attribuée à la Commission de l'Assemblée nationale afin de rajuster, au besoin, les enveloppes budgétaires des autres commissions.

Les dépenses effectuées

En 1987-1988, les dépenses des commissions ont totalisé 89 098,57 $, soit une augmentation de 44,7% en comparaison avec l'an dernier.

FIGURE 33 Répartition des dépenses, par catégorie



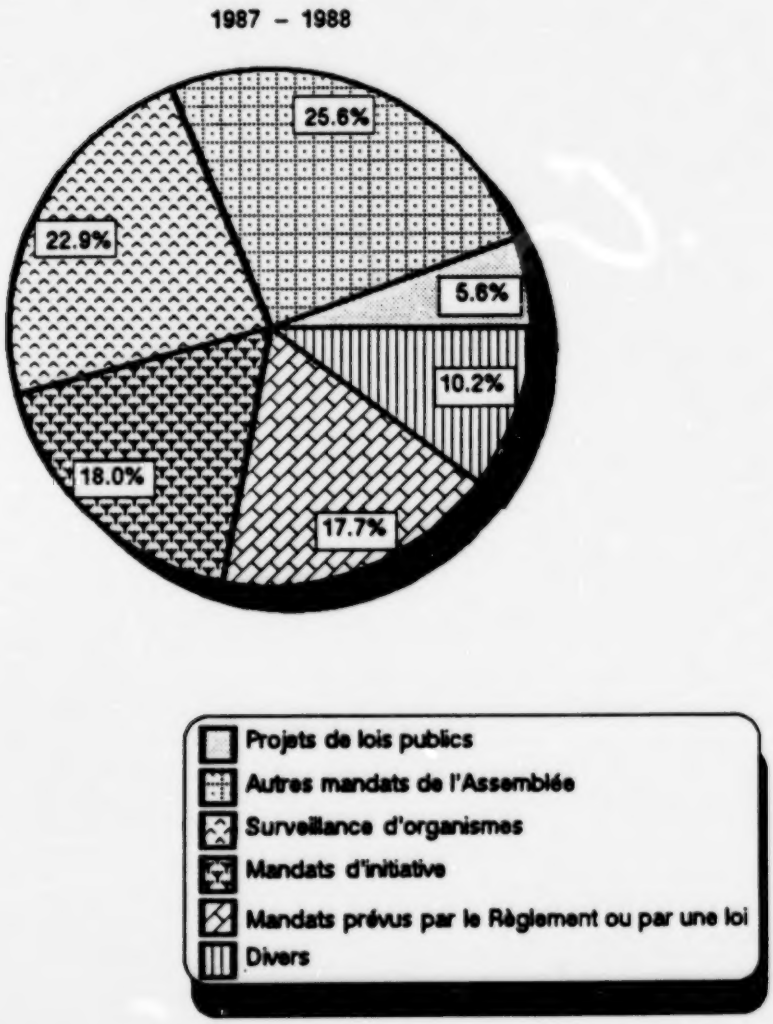
L'analyse de la répartition des dépenses par catégorie (figure 33) fait ressortir que les commissions consacrent l'essentiel de leur budget à des fins de recherche depuis 1985-1986. On observe toutefois que la part de ces dépenses tend à décroître, puisqu'elle pass de 91,9% en 1985-1986, à 54% en 1987-1988, bien que, en nombre absolu, les commissions ont dépensé 7 000 $ de plus en recherche cette année que l'an dernier.

On observe par ailleurs que ce sont les dépenses reliées aux déplacements des commissions qui ont connu la plus forte croissance sur la période, en augmentant leur part de 5,8% en 1985-1986 à 32,1% en 1987-1988.

On note également une décroissance des dépenses de documentation des commissions et une hausse de celles reliées aux communications, notamment à l'égard de la publication d'avis publics dans les journaux à la suite d'une décision des commissions concernées.

La répartition des dépenses par type d'activité (figure 34) nous apprend qu'en 1987-1988 68,8% des dépenses ont été effectuées dans le cadre de mandats dont l'organisation relève de l'initiative des commissions, notamment les surveillances d'organismes (22,9%), les mandats d'initiative (18,0%) et les autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi (17,7%). Nos données indiquent également que les dépenses reliées à ces mandats découlent d'activités de recherche requises par les commissions, alors que les dépenses reliées aux mandats de l'Assemblée sont principalement constituées de frais de déplacements et de communications.

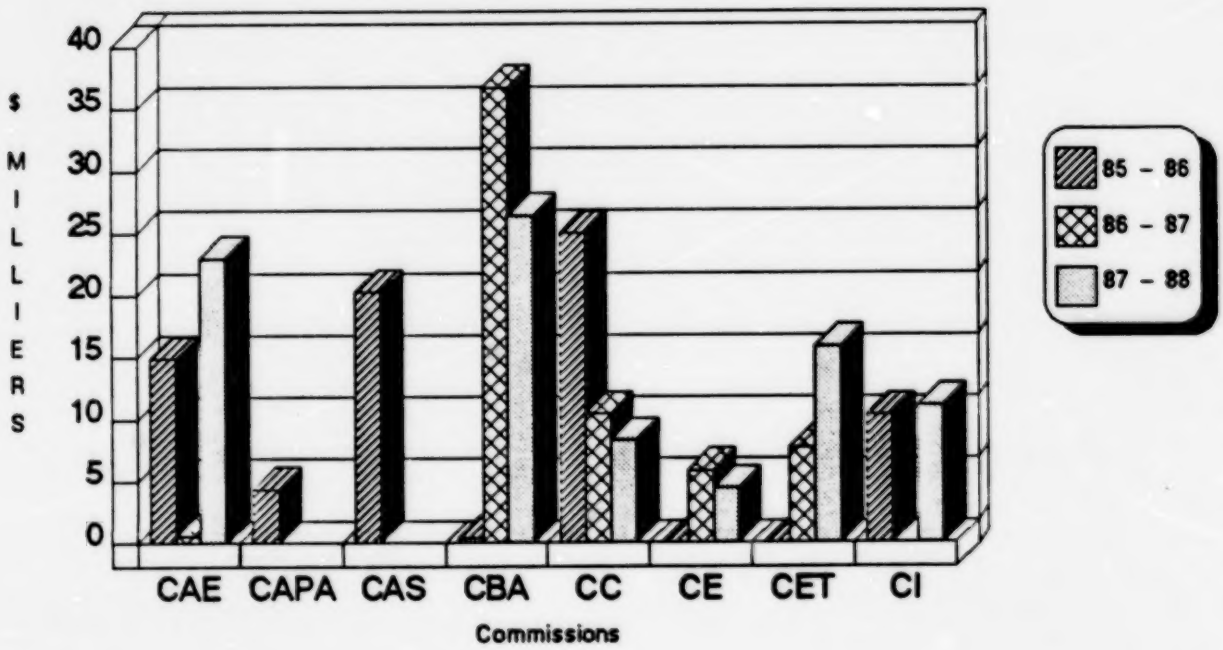
FIGURE 34 Répartition des dépenses, par activité (1987 - 1988)



Enfin, la figure 35 illustre que la répartition des dépenses est très inégale et peu stable entre les commissions pour les trois dernières années. Le tableau 38 indique que trois commissions, la CBA, la CAE et la CI, ont effectué à elles seules p'us de 73% du total des dépenses en 1987-1988.

On constate donc que les dépenses des commissions sont reliées aux activités les plus inégalement réparties entre les commissions et les moins stables d'une année à l'autre.

FIGURE 35 Répartition des dépenses, par commission



État des dépenses effectuées par les commissions

Du 1er avril 1987 au 31 mars 1988

	1987-88	1986-87
Traitement	$	$
02 Employés occasionnels		
01 Agents de recherche	21 365,32	11 926,66
	21 365,32	11 926,66
Fonctionnement		
03 Services de transport et de communication		
01 Employés publics	-	1 541,44
02 Ministres et députés	17 197,41	13 372,97
04 Congrès	2 745,00	-
07 Réunions ministérielles	8 624,61	885,50
11 Fret et messagerie	85,00	-
30 Journaux et revues	8 470,87	-
	37 122,89	15 799,91
04 Services professionnels, administratifs et autres		
03 Services juridiques	44,48	83,52
05 Administration	27 383,67	29 819,49
10 Perfectionnement	-	1 225,00
15 Autres	1 253,15	-
61 Réceptions	508,30	441,79
62 Abonnements	1 020,00	1 190,00
	30 209,60	32 759,80
06 Location matériel et équipement		
32 Matériel de transport terrestre	190,00	-
	190,00	-
07 Fournitures et approvisionnement		
46 Imprimés et livres	210,76	812,10
	210,76	812,10
11 Autres dépenses		
01 Oeuvres d'art	-	261,60
	-	261,60
TOTAL	89 098,57	61 560,07

TABLEAU 38 - Répartition des dépenses des commissions, entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988, par catégorie de dépenses et par commission

Catégorie / Commission	CAE	CAPA	CAS	CRA	CC	CE	CET	CI	CAN	TOTAL
Budget	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	100 000,00	300 000,00
Dépenses										
TRAITEMENT										
02 Employés occasionnels										
Agents de recherche	-	-	-	21 165,32	-	-	-	-	-	21 365,32
FONCTIONNEMENT										
03 Transport/communication										
Employés publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministres/députés	14 204,76	-	-	-	-	2 290,10	-	702,55	-	17 197,41
Congrès	-	-	-	-	-	845,00	1 900,00	-	-	2 745,00
Réunions minist.	8 605,91	-	-	-	-	-	-	18,70	-	8 624,61
Fret/messagerie	-	-	-	-	85,00	-	-	-	-	85,00
Journaux/revues	-	-	-	-	3 511,35	4 959,52	-	-	-	8 470,87
04 Services professionnels									44,48	44,48
Serv. juridiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration	-	-	-	4 000,00	12 226,73	-	1 260,00	9 896,94	-	27 383,67
Perfectionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	1 253,15	-	-	1 253,15
Réceptions	-	-	-	-	-	-	-	508,30	-	508,30
Abonnements	-	-	-	1 020,00	-	-	-	-	-	1 020,00
06 Location matériel										
Transport terrestre	-	-	-	-	-	190,00	-	-	-	190,00
07 Fourniture/App.										
Imprimés/livres	170,91	-	-	-	39,85	-	-	-	-	210,76
11 Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22 981,58	-	-	26 385,32	15 862,93	8 284,62	4 413,15	11 126,49	44,48	89 098,57

ANNEXE I

DÉNOMINATION ET COMPÉTENCE DES COMMISSIONS

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Article 118:

Outre la Commission de l'Assemblée nationale, il y a huit commissions permanentes de l'Assemblée. Leur dénomination et leur compétence sont les suivantes:

1° Commission des institutions:

Présidence du Conseil exécutif, justice, relations intergouvernementales, constitution et protection du consommateur;

2° Commission du budget et de l'administration:

Finances, budget, comptes publics, administration du gouvernement, fonction publique, privatisation, services et approvisionnements;

3° Commission des affaires sociales:

Famille, santé, services sociaux et communautaires, condition féminine, relations avec les citoyens, main-d'oeuvre et sécurité du revenu;

4° Commission de l'économie et du travail:

Industrie, commerce, tourisme, travail, technologie, énergie et ressources;

5° Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:

Agriculture, pêcheries et alimentation;

6° Commission de l'aménagement et des équipements:

Collectivités locales, aménagement, transport, travaux publics, environnement, loisirs, chasse et pêche et habitation;

7° Commission de l'éducation:

Éducation, science et formation professionnelle;

8° Commission de la culture:

Culture, communications, communautés culturelles et immigration.

ANNEXE II

FICHES DES ACTIVITÉS DES
COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

LÉGENDE

N = Nombre de mandats

MODE = Consultation générale (CG) ou consultation particulière (CP), ou étude détaillée (ED).

SÉANCES = Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat.

Séances publiques (P) et séances de travail (T).

PROJETS DE LOI = Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Etude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O)

N.B.: Le terme "amendements" inclut les sous-amendements.

PARTICIPANTS = Nombre cumulatif des membres (M), des députés remplaçants (R) et des autres députés (AD) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat.

Nombre de ministres (MI), d'organismes invités (OI) et de personnes invitées (PI) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre du mandat.

DOCUMENTS = Nombre de mémoires (M) et autres textes (T) déposés officiellement.

PERSONNEL = Nombre d'employés requis par la commission pour l'exécution d'un mandat: personnel régulier de l'Assemblée (RG), personnel d'appoint (AP), consultants ou experts (EX).

REMARQUES = Caractéristiques particulières reliées au fonctionnement de commission.

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi abolissant le Conseil de la faune (PL 9)	1	ED	1(P)	52m	-	-	2	-	-	A	6	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (PL 100)	1	ED	12(P)	36h 44m	-	-	889	42	27	A	28	11	-	13	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat (PL 42)	1	ED	1(P)	01h 09m	-	-	5	1	1	A	7	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi sur les pesticides (PL 27)	1	ED	2(P)	04h 31m	-	-	133	19	7	A	20	-	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (PL 19)	1	ED	1(P)	52m	-	-	16	7	7	A	9	-	-	1	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi (PL 22)	1	ED	1(P)	02h 27m	-	-	28	2	2	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports (PL 23)	1	ED	1(P)	01h 54m	-	-	3	1	-	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.8 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités (PL 16)	1	ED	1(P)	03h 46m	-	-	30	10	10	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.9 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (PL 43)	1	ED	2(P)	02h 21m	-	-	7	8	8	A	19	2	-	3	-	-	-	-	2			
1.1.10 Loi modifiant la Loi concernant la ville de Lasalle (PL 192)	1	CP/ED	1(P)	13m	-	-	4	-	-	A	8	-	-	1	1	-	-	-	2			
1.1.11 Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement (PL 29)	1	ED	1(P)	03h 49m	-	-	29	18	5	A	11	-	-	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.12 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile (PL 62)	1	ED	1(P)	01h 13m	-	-	2	-	-	A	6	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.13 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil (PL 87)	1	ED	5(P)	14h 49m	-	-	11	25	23	A	47	9	2	5	-	-	-	-	2			
1.1.14 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales (PL 82)	1	ED	2(P)	06h 47m	-	-	10	3	3	A	23	5	1	2	-	-	-	-	2			
1.1.15 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile (PL 73)	1	ED	3(P)	08h 36m	-	-	98	60	60	A	10	1	-	3	-	-	-	-	2			
1.1.16 Loi sur le camionnage (PL 76)	1	CP	1(P)	02h 33m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	1	2	-	1	-	2			
	1	ED	4(P)	15h 40m	-	-	128	39	37	A	49	-	2	4	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.17 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec (PL 88)	1	ED	2(P)	09h 31m	-	-	54	32	27	A	36	4	5	1	-	-	-	-	2			
1.1.18 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (PL 79)	1	ED	1(P)	16m	-	-	4	-	-	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.19 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale (PL 72)	1	ED	1(P)	02h 12m	-	-	6	1	1	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.20 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (PL 69)	1	ED	1(P)	02h 02m	-	-	44	2	2	A	10	1	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.21 Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle (PL 193)	1	ED	1(P)	15m	-	-	8	-	-	A	5	-	-	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	N	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
1.1.22 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (PL 111)	1	ED	1(P)	01h 25m	-	-	22	3	3	A	14	-	7	1	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant la ville de Drummondville (PL 222)	1	CP/ED	1(P)	02h 37m	-	-	11	5	5	A	9	1	-	1	3	-	-	-	2			
1.2.2 Loi concernant la ville de Verdun (PL 263)	1	CP/ED	1(P)	37m	-	-	7	4	4	A	9	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.3 Loi modifiant la Charte de la ville de Longueuil (PL 209)	1	CP/ED	1(P)	56m	-	-	12	2	2	A	13	-	2	1	1	-	-	-	2			
1.2.4 Loi concernant la ville de Saint-Georges (PL 212)	1	CP/ED	1(P)	17m	-	-	2	-	-	A	9	-	1	1	2	-	-	-	2			
1.2.5 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes (PL 262)	1	CP/ED	1(P)	01h 21m	-	-	9	6	6	A	10	-	1	2	5	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.6 Loi modifiant la Charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield (PL 267)	1	CP/ED	1(P)	13m	-	-	3	1	1	A	9	2	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.7 Loi modifiant la Charte de la ville de Granby (PL 235)	1	CP/ED	1(P)	01h 08m	-	-	9	3	3	A	13	2	1	2	2	-	-	-	2			
1.2.8 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège St-Charles Garnier (PL 203)	1	CP/ED	1(P)	24m	-	-	4	6	6	A	9	1	1	1	3	-	-	-	2			
1.2.9 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke (PL 206)	1	CP/ED	1(P)	16m	-	-	8	-	-	A	8	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.10 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc. (PL 224)	1	CP/ED	1(P)	01h 38m	-	-	4	7	6	A	9	2	-	1	2	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	N	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
1.2.11 Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal (PL 200)	1	CP/ED	1(P)	06h 02m	-	-	75	26	23	A	15	-	2	1	4	-	-	2	2			
1.2.12 Loi concernant la ville de Verdun (PL 245)	1	CP/ED	1(P)	01h 23m	-	-	6	3	3	A	9	1	2	1	2	2	-	-	2			
1.2.13 Loi concernant la ville de Saint-Léonard (PL 232)	1	CP/ED	1(P)	29m	-	-	4	2	2	A	7	1	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.14 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield (PL 252)	1	CP/ED	1(P)	22m	-	-	4	2	1	A	5	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.15 Loi concernant la ville de Rock Forest (PL 233)	1	CP/ED	1(P)	35m	-	-	5	2	2	A	7	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.16 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord (PL 216)	1	CP/ED	1(P)	13m	-	-	3	1	1	A	6	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.17 Loi concernant la ville de Vaudreuil (PL 247)	1	CP/ED	1(P)	12m	-	-	2	1	1	A	6	1	-	1	1	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.18 Loi modifiant la Charte de la ville de Laval (PL 249)	1	CP/ED	2(P)	01h 16m	-	-	19	11	10	A	22	1	5	2	1	-	-	-	2			
1.2.19 Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal (PL 230)	1	CP/ED	1(P)	02h 16m	-	-	18	10	10	A	14	2	3	1	8	-	-	-	2			
1.2.20 Loi concernant la ville de Saint-Laurent (PL 228)	1	CP/ED	1(P)	49m	-	-	6	1	1	A	11	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.21 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec (PL 250)	1	CP/ED	1(P)	02h 03m	-	-	16	3	3	A	15	-	6	1	4	-	-	-	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	7(P)	41h 37m	-	-	-	-	-	-	03	11	9	9	-	-	-	11	2			
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Les politiques de protection de l'environnement du gouvernement libéral	1	-	1(P)	02h 06m	-	-	-	-	-	-	7	-	1	1	-	-	-	-	1			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	P	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4.2 Le dossier Québécair	1	-	1(P)	01h 48m	-	-	-	-	-	-	11	2	1	1	-	-	-	-	1			
1.4.3 Les politiques du gouvernement libéral en matière de logement social	1	-	1(P)	02h 08m	-	-	-	-	-	-	9	4	-	1	-	-	-	-	1			
1.4.4 La négligence du gouvernement libéral face au développement régional, notamment dans le secteur de la voirie	1	-	1(P)	01h 52m	-	-	-	-	-	-	10	1	-	1	-	-	-	-	1			
1.4.5 L'intégrité du territoire faunique	1	-	1(P)	01h 59m	-	-	-	-	-	-	7	1	-	1	-	-	-	-	1			
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Les infrastructures de transport en commun de la région de Montréal	1	CG	-	-	3(P)	25h	-	-	-	-	49	8	3	3	23	-	27	-	2	1		
		-	1(T)	22m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2			
		-	-	-	1(T)	02h 15m	-	-	-	-	13	3	-	-	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Document de propositions sur la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise	1	CG	-	-	5(P)	40h 13m	-	-	-	-	83	4	1	6	47	1	50	1	2			
			1(T)	14m	-	-	-	-	-	-	10	1	1	1	-	-	-	-	2			
				-	1(T)	02h 31m	-	-	-	-	14	3	-	1	-	-	-	-	2			
1.5.3 Avant-projet de loi "Loi sur l'organisation territoriale municipale"	1	CG	-	-	1(P)	02h 18m	-	-	-	-	15	-	-	1	3	-	3	-	2			
					1(T)	10m	-	-	-	-	11	3	-	1	-	-	-	-	2			
1.5.4 Avant-projet de loi "Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives"	1	CG	-	-	2(P)	09h 43m	-	-	-	-	24	1	-	2	7	1	10	-	2			
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.3 Vérification des engagements financiers	4	-	7(P)	19h 15m	-	-	-	-	-	-	72	6	3	7	-	-	-	-	2			
			-	-	2(P)	07h 57m	-	-	-	-	22	1	-	2	-	-	-	-	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du président de la Commission	1	-	1(P)	06m	-	-	-	-	-	-	11	-	2	-	-	-	-	-	2			
2.4.2 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	03m	-	-	-	-	-	-	11	-	1	-	-	-	-	-	2			
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	1	-	1(T)	10m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (PL 133)	1	ED	2(P)	02h 48m	-	-	7	1	1	A	16	3	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi sur la transformation des produits marins (PL 38)	1	ED	2(P)	05h 26m	-	-	54	5	5	A	22	1	2	2	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (PL 134)	1	ED	1(P)	51m	-	-	2	1	1	A	11	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi sur le financement agricole (PL 46)	1	CP	-	-	2(P)	11h 47m	-	-	-	-	24	1	-	2	11	-	11	1	2			
					1(T)	12m	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2			
	1	ED	2(P)	08h 01m	-	-	160	29	29	A	20	-	-	2	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives (PL 15)	1	ED	2(P)	05h 03m	-	-	43	14	14	A	16	-	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.6 Loi sur les courses de chevaux (PL 89)	1	ED	4(P)	06h 22m	-	-	146	16	16	A	28	-	-	4	-	-	-	-	2			
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (PL 99)	1	ED	1(P)	54m	-	-	2	-	-	A	8	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur l'assurance prêts agricoles et forestiers (PL 49)	1	CP/ED	-	-	1(P)	02h 55m	12	3	3	A	12	-	-	1	1	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	3(P)	12h 16m	-	-	-	-	-	-	34	-	-	4	-	-	-	-	2			
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	-	-	2(P)	04h 35m	-	-	-	-	19	1	-	1	-	-	-	-	2			
			2(P)	04h 51m	-	-	-	-	-	-	21	1	-	2	-	-	-	-	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du président de la Commission	1	-	-	-	1(P)	08m	-	-	-	-	10	-	1	-	-	-	-	-	2			
2.4.2 Élection du vice-président de la Commission	1	-	-	-	1(P)	14m	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	2			
2.4.3 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	7	-	1	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988 — COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile (PL 21) ainsi que le projet de Règlement sur l'adoption internationale	1	-	1(T)	59m	-	-	-	-	-	-	11	-	-	1	-	-	-	-	2			
		CP	4(P)	20h 53m	-	-	-	-	-	-	53	6	3	4	15	3	18	1	2			
	1	ED	2(P)	02h 44m	-	-	14	16	14	A	21	4	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales (PL 63)	1	ED	1(P)	12m	-	-	3	-	-	A	7	-	-	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (PL 97)	1	CP	3(P)	13h 17m	-	-	-	-	-	-	26	3	2	3	12	-	11	-	2			
	1	ED	4(P)	10h 49m	-	-	15	38	25	A	46	1	2	4	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi sur le Conseil de la famille (PL 94)	1	CP/ED	-	-	1(P)	06h 35m	15	11	6	-	11	4	-	1	2	-	-		2			
			1(P)	04h 06m	-	-	-	5	1	O	13	2	-	1	-	-	-		2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (PL 239)	1	CP/ED	1(P)	22m	-	-	9	-	-	A	9	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	5(P)	27h 14m	-	-	-	-	-	-	74	3	10	7	-	-	-	6	2			
1.4 Interpellations																						
1.4.1 L'aide sociale	1	-	1(P)	02h	-	-	-	-	-	-	6	2	1	1	-	-	-	-	1			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Projet de politique de santé mentale pour le Québec tel qu'énoncé dans le rapport du comité présidé par le docteur Gaston Harnois et rendu public le 30 septembre 1987	1	CG	-	-	8(P)	63h 57m	-	-	-	-	96	15	3	8	61	8	99	4	2			
1.5.2 Étudier le document intitulé "Pour une politique de sécurité du revenu"	1	CG	-	-	6(P)	42h 41m	-	-	-	-	78	12	1	9	39	-	39		2			
			13(P)	67h 26m	-	-	-	-	-	-	25	12	11	18	70	3	92		2			
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	5(P)	09h 44m	-	-	-	-	-	-	44	2	-	5	-	-	-	6	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du vice-président de la Commission	1	-	-	-	1(P)	02m	-	-	-	-	6	2	-	-	-	-	-	-	2			
2.4.2 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	7	-	1	-	-	-	-	-	2			
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	2	-	2(T)	01h 30m	-	-	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	P	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels (PL 123)	1	ED	1(P)	41m	-	-	7	1	1	A	7	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur les assurances (PL 4)	1	ED	1(P)	53m	-	-	3	-	-	A	10	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik (PL 57)	1	ED	1(P)	25m	-	-	8	-	-	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique (PL 128)	1	ED	1(P)	48m	-	-	2	2	1	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.5 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières (PL 6)	1	ED	1(P)	08h 17m	-	-	17	17	17	A	12	-	2	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la Province de Québec (PL 3)	1	CP/ED	1(P)	05h 34m	-	-	2	4	2	A	11	-	2	1	2	-	-	-	2			
1.1.7 Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle (PL 44)	1	ED	1(P)	05h 21m	-	-	36	3	-	A	11	-	1	2	-	-	-	-	2			
1.1.8 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (PL 31)	1	ED	1(P)	40m	-	-	195	4	4	A	10	-	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.9 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (PL 12)	1	ED	-	-	2(P)	08h 42m	205	6	6	A	20	1	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.10 Loi sur le registre des associations et entreprises (PL 54)	1	CG	2(P)	04h 52m	-	-	-	-	-	-	19	-	-	2	5	-	7	1	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.11 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire (PL 95)	1	ED	1(P)	18m	-	-	9	-	-	A	7	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.12 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (PL 74)	1	ED	5(P)	27h 11m	-	-	411	107	102	A	45	8	2	5	-	-	-	-	2			
1.1.13 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives (PL 108)	1	ED	1(P)	01h 19m	-	-	266	14	14	A	9	-	1	1	-	-	-	1	2			
1.1.14 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (PL 64)	1	ED	-	-	3(P)	09h 04m	193	7	7	A	38	1	1	3	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant Quick O Wash Inc. (PL 204)	1	CP/ED	1(P)	23m	-	-	3	-	-	A	8	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.2 Loi concernant Fleming Mines Ltd (PL 205)	1	CP/ED	1(P)	45m	-	-	3	2	2	A	10	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.3 Loi concernant Roma Gardens Inc. (PL 217)	1	CP/ED	1(P)	11m	-	-	3	-	-	A	9	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.4 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec (PL 236)	1	CP/ED	1(P)	28m	-	-	7	-	-	A	9	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.2.5 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs (PL 243)	1	CP/ED	1(P)	18m	-	-	9	-	-	A	7	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.6 Loi concernant Gérard Parizeau Ltée (PL 213)	1	CP/ED	1(P)	24m	-	-	7	-	-	A	7	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.2.7 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc. (PL 241)	1	CP/ED	1(P)	13m	-	-	3	-	-	A	7	1	-	1	1	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.8 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages (PL 244)	1	CP/ED	1(P)	01h 57m	-	-	15	-	-	A	13	1	2	1	1	-	-	-	2			
1.2.9 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society (PL 248)	1	CP/ED	1(P)	15m	-	-	3	-	-	A	7	-	1	1	1	-	-	-	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	5(P)	20h 34m	-	-	-	-	-	-	48	0	4	5	2	-	-	2	2			
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Débat sur le Discours sur le budget	1	-	2(P)	09h 44m	-	-	-	-	-	-	21	2	-	2	-	-	-	2	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Rapport annuel du Vérificateur général du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986	1	CP	-	-	1(P)	07h 51m	-	-	-	-	13	1	-	-	1	-	-	2	2	1		
			-	-	1(T)	04h 04m	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2	1		
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Commission des valeurs mobilières du Québec	1	CP	1(P)	02h 06m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	-	-	3	-	2	2	2	1	
			6(T)	05h 51m	-	-	-	-	-	-	55	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1	
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	-	-	4(P)	09h 43m	-	-	-	-	36	2	-	4	-	-	-	-	2			
			4(P)	04h 27m	-	-	-	-	-	-	31	5	1	2	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	2	-	-	-	2(P)	04h 41m	-	-	-	-	15	2	-	2	-	-	-	1	2			
2.4.2 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	9	-	1	-	-	-	-	-	2			
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.1.1 Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1987	1	-	-	-	1(T)	01h	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	3	2			
		CP	-	-	1(P)	05h 01m	-	-	-	-	14	1	-	-	1	-	-	2	2			
3.2 Organisation générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE LA CULTURE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (PL 28)	1	ED	-	-	2(P)	13h 18m	134	43	38	A	17	4	-	4	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (PL 68)	1	ED	1(P)	41m	-	-	2	-	-	A	6	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi sur le statut professionnel des artistes de la scène, du disque et du cinéma (PL 90)	1	CP	1(P)	07h 37m	-	-	-	-	-	-	13	2	-	1	9	-	11	-	2			
	1	ED	1(P)	06h 14m	-	-	64	61	53	A	12	2	1	2	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (PL 59)	1	ED	2(P)	01h 59m	-	-	50	30	30	A	19	2	-	2	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	4(P)	16h 24m	-	-	-	-	-	-	38	7	2	4	-	-	-	2	2			
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Le recul du français au Québec	1	-	1(P)	02h 03m	-	-	-	-	-	-	8	3	-	1	-	-	-	1	1			
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Niveau d'immigration pour les années 1988-1989	1	CP	-	-	3(P)	18h 03m	-	-	-	-	32	6	-	3	15	-	16	4	2	1		
			1(T)	54m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	5(P)	06h 19m	-	-	-	-	-	-	39	2	1	9	-	-	-	-	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Étude du rapport d'activités 1986-1987 de la Commission d'accès à l'information conformément à l'article 119.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	1	CP	1(P)	02h 41m	-	-	-	-	-	-	8	1	-	-	1	-	-	1	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.4.2 Étudier le rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	1	CG	-	-	3(P)	17h 28m	-	-	-	-	27	1	1	3	14	4	25	-	2	1	1	
			1(P)	02h 18m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	1	1	-	-	-	2	1	1	
			-	-	1(T)	56m	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	
			-	-	1(T)	01h 48m	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	
2.4.3 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	9	-	1	-	-	-	-	-	2			
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.1.1 Entendre M. Jacques Girard président-directeur-général de Radio-Québec, afin qu'il explique le changement de programmation concernant la retransmission de la période des questions de l'Assemblée nationale du Québec	1	CP	1(P)	02h 35m	-	-	-	-	-	-	12	-	12	-	-	1	-	-	2			
3.1.2 Discuter du document confidentiel "Le député et la Loi sur l'accès"	1	CP	-	-	1(HC)	01h 16m	-	-	-	-	6	-	-	-	-	4	-	-	2			
3.2 Organisation générale	2	-	2(T)	01h 15m	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (PL 18)	1	ED	1(P)	44m	-	-	2	1	1	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation (PL 91)	1	ED	1(P)	41m	-	-	3	1	1	A	7	1	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil (PL 92)	1	ED	1(P)	10m	-	-	4	-	-	A	7	1	1	1	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (PL 237)	1	CP/ED	1(P)	03h 18m	-	-	44	26	25	A	10	-	-	1	1	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.2 Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (PL 242)	1	CP/ED	2(P)	04h 13m	-	-	60	14	14	A	20	2	1	2	1	-	-	1	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	3(P)	17h 48m	-	-	-	-	-	-	37	-	2	3	-	-	-	2	2			
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Le financement des Universités	1	-	1(P)	02h 05m	-	-	-	-	-	-	7	1	-	1	-	-	-	-	1			
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Étude des projets de règlement des Comités confessionnels du Conseil supérieur de l'Éducation	1	CP	-	-	3(P)	19h 53m	-	-	-	-	34	3	-	3	18	-	26	2	2			
			1(P)	04h 22m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	1	5	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Conseil des collèges	1	CP	2(P)	06h 54m	-	-	-	-	-	-	18	-	-	-	1	-	-	3	2			
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	-	-	1(P)	06h 16m	-	-	-	-	11	-	-	1	-	-	-	-	2			
		-	2(P)	05h 23m	-	-	-	-	-	-	17	-	-	2	-	-	-	-	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	10	-	1	-	-	-	-	-	2			
2.4.2 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	8	-	1	-	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	P	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	1	-	-	-	1(T)	50m	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur les terres du domaine public (PL 102)	1	ED	5(P)	18h 55m	-	-	82	73	61	A	59	12	-	5	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi sur la Société Eeyou de la Baie James (PL 166)	1	ED	1(P)	01h 55m	-	-	52	13	13	A	7	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives (PL 30)	1	CP	2(P)	14h 14m	-	-	-	-	-	-	29	2	1	?	10	-	10	1	2			
			1(T)	10m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2			
	1	ED	4(P)	19h 27m	-	-	106	68	37	A	47	3	2	4	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi sur les mines (PL 161)	1	ED	2(P)	07h 19m	-	-	382	7	7	A	12	1	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.5 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (PL 93)	1	ED	1(P)	05h 48m	-	-	81	11	11	A	13	2	-	1	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public (PL 84)	1	ED	1(P)	50m	-	-	10	10	10	A	13	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (PL 105)	1	ED	1(P)	02h 47m	-	-	12	1	1	A	13	1	2	1	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample (PL 246)	1	CP/ED	1(P)	57m	-	-	4	2	2	A	9	1	-	1	1	-	-	-	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	4(P)	28h 07m	-	-	-	-	-	-	56	4	5	9	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Le dossier du libre-échange	1	-	1(P)	02h 01m	-	-	-	-	-	-	7	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.4.2 Le désengagement du gouvernement libéral face à la détérioration de la situation économique de l'Est de Montréal	1	-	1(P)	02h 06m	-	-	-	-	-	-	6	5	-	1	-	-	-	-	2			
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Examiner les meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques relativement à la réduction de la taxe sur l'essence de 4,5 cents par litre dans ces régions	1	CG	-	-	2(P)	14h 34m	-	-	-	-	29	6	-	2	13	-	15	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Position québécoise concernant les négociations sur la libéralisation des échanges commerciaux qui sont présentement en cours entre le Canada et les Etats-Unis	1	CG	-	-	8(P)	58h 31m	-	-	-	-	28	28	6	25	43	11	54	-	2	1		
1.5.3 Avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel	1	CG	-	-	2(P)	14h 30m	-	-	-	-	20	-	-	2	13	2	16	-	2			
1.5.4 Sous-traitance à Hydro-Québec	1	CP	2(P)	11h 19m	-	-	-	-	-	-	35	4	5	2	7	-	8	-	2			
1.5.5 Accord du libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique	1	-	1(P)	03h 57m	-	-	-	-	-	-	18	4	1	2	-	-	-	-	2			
1.5.6 Proposition tarifaire d'Hydro-Québec	1	CP	2(P)	11h 17m	-	-	-	-	-	-	23	1	4	2	1	-	-	3	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	7(P)	17h 41m	-	-	-	-	-	-	69	2	2	7	-	-	-	2	2			
			-	-	2(P)	04h 27m	-	-	-	-	18	2	0	2	-	-	-	1	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du président et du vice-présidsnt de la Commission	1	-	1(P)	03m	-	-	-	-	-	-	9	-	1	-	-	-	-	-	2			
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	1	-	-	-	1(T)	01h 21m	-	-	-	-	15	4	-	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire (PL 159)	1	ED	1(P)	01h 02m	-	-	8	9	8	A	9	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur les huissiers (PL 7)	1	ED	1(P)	03m	-	-	2	-	-	A	9	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.3 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977 (PL 1)	1	ED	2(P)	01h 50m	-	-	3	7	7	A	15	2	-	2	-	-	-	-	2			
1.1.4 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (PL 162)	1	ED	3(P)	05h 40m	-	-	83	35	32	A	22	3	-	3	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.5 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive (PL 151)	1	ED	1(P)	55m	-	-	4	-	-	A	7	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.6 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse (PL 104)	1	ED	2(P)	04h 21m	-	-	35	29	18	A	20	8	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives (PL 25)	1	ED	1(P)	01h 29m	-	-	32	12	12	A	8	3	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement (PL 40)	1	ED	1(P)	24m	-	-	2	-	-	A	6	-	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.9 Loi modifiant le Code de procédure civile (Pl 34)	1	ED	1(P)	30m	-	-	7	2	2	A	6	-	1	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (PL 36)	1	ED	1(P)	56m	-	-	8	5	5	A	9	-	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.11 Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes (PL 35)	1	ED	1(P)	11m	-	-	4	3	3	A	6	-	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.12 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen (PL 26)	1	ED	1(P)	44m	-	-	13	4	4	A	9	-	1	1	-	-	-	-	2			
1.1.13 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale (Pl 61)	1	ED	1(P)	03m	-	-	3	-	-	A	9	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.14 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur (PL 66)	1	ED	1(P)	01h 17m	-	-	9	-	-	A	9	2	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.15 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement (PL 77)	1	ED	1(P)	54m	-	-	10	-	-	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.16 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (PL 78)	1	ED	1(P)	01h	-	-	2	1	-	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.17 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires (PL 71)	1	ED	1(P)	22m	-	-	2	3	3	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.18 Code de procédure pénale (PL 75)	1	ED	7(P)	28h 56m	-	-	370	60	57	A	55	6	1	7	-	-	-	3	2			
1.1.19 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires (PL 98)	1	ED	1(P)	27m	-	-	2	3	2	A	6	1	-	1	-	-	-	-	2			
1.1.20 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier (PL 80)	1	ED	1(P)	06m	-	-	2	-	-	A	5	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur (PL 223)	1	CP/ED	1(P)	56m	-	-	3	2	2	A	6	-	-	1	-	2	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.2 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette (PL 214)	1	CP/ED	1(P)	23m	-	-	7	-	-	A	8	-	-	1	3	-	-	-	2			
1.2.3 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin (PL 261)	1	CP/ED	1(P)	24m	-	-	3	2	2	A	9	-	-	1	-	5	-	-	2			
1.2.4 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "L'Institut Fraser" (PL 229)	1	CP/ED	1(P)	40m	-	-	3	1	1	A	6	-	-	1	-	2	-	-	2			
1.2.5 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie (PL 259)	1	CP/ED	1(P)	19m	-	-	17	14	14	A	4	-	-	1	-	2	-	-	2			
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1987-1988 relevant de la compétence de la Commission	1	-	6(P)	25h 39m	-	-	-	-	-	-	53	13	5	7	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Les propositions constitutionnelles du Lac Meech	1	-	1(P)	02h 10m	-	-	-	-	-	-	8	2	1	1	-	-	-	3	1			
1.4.2 Le contentieux fédéral-provincial et ses conséquences économiques pour le Québec	1	-	1(P)	02h 06m	-	-	-	-	-	-	10	6	1	1	-	-	-	-	1			
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Entendre les représentations de ses membres, de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au Lac Meech concernant la Constitution du Canada	1	CP	8(P)	55h 12m	-	-	-	-	-	-	25	39	4	25	20	18	-	27	2			Travaux télédiffusés
			2(T)	01h	-	-	-	-	-	-	24	12	1	1	-	-	-	-	2			

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits	1	CG	-	-	3(P)	20h 50m	-	-	-	-	13	-	-	1	19	1	20	1	2			Sous-commission
			1(P)	19m	-	-	-	-	-	-	13	1	-	-	-	-	-	-	2			
			1(T)	01h 10m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	1	-	-	-	-	2			
1.5.3 Étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale	1	CP	-	-	2(P)	10h 08m	-	-	-	-	25	3	39	1	1	-	13	2	2			
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Commission des droits de la personne	1	CP	4(P)	20h 29m	-	-	-	-	-	-	38	-	3	-	14	-	16	1	2	2	1	Mandat non terminé
			2(T)	02h 57m	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-	1	-	-	2	2	1	
			-	-	1(T)	03h	-	-	-	-	11	-	-	-	-	1	-	-	2	2	1	
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	8(P)	21h 23m	-	-	-	-	-	-	78	10	-	9	-	-	-	7	2			
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Élection du président et du vice-président de la Commission	1	-	1(P)	04m	-	-	-	-	-	-	10	-	1	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DES INSTITUTIONS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	-	-	4(T)	04h 42m	-	-	-	-	-	-	36	-	-	-	-	-	-	-	2			
			-	-	1(T)	55m	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale (PL 113)	1	ED	1(P)	02h 25m	-	-	43	3	3	A	11	1	3	1	-	-	-	-	2			
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.3 Crédits budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Enquête sur la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1	CP	14(P)	59h 34m	-	-	-	-	-	-	76	84	-	-	-	9	-	26	2			
			2(T)	02h 35m	-	-	-	-	-	-	26	12	-	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AH	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.3 Vérification des engagements financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Application des articles 121, 127 et 134 du Règlement concernant le renouvellement de la composition des commissions et sur des affaires courantes de la Commission	1	-	-	-	1(P)	09m	-	-	-	-	3	-	1	-	-	-	-	-	2			
2.4.2 Modifications aux règles de procédure de l'Assemblée nationale et statuer sur l'application de l'article 127 du Règlement	1	-	1(P)	12m	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	2			

ANNÉE FINANCIÈRE 1987-1988

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
3.2 Organisation générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				